



# Burkina Faso : sortir de la spirale des violences

Rapport Afrique N°287 | 24 février 2020

Headquarters

**International Crisis Group**

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

[brussels@crisisgroup.org](mailto:brussels@crisisgroup.org)

*Preventing War. Shaping Peace.*

## Table des matières

Synthèse .....	i
I. Introduction .....	1
II. Un pouvoir fragilisé : la difficile gestion de l'après- insurrection populaire .....	3
III. Un monde rural en ébullition.....	6
A. Tensions autour de l'accès à la terre.....	6
B. Les Koglweogo, nouveaux maîtres de la brousse .....	8
IV. Le jihadisme au Burkina : un phénomène endogène.....	11
A. Les groupes jihadistes au Burkina Faso .....	11
B. Un terreau propice à l'implantation jihadiste .....	14
C. Les jihadistes entre agenda local et global .....	15
V. Des réponses de l'Etat insuffisantes ou contre-productives .....	18
A. Les lacunes de l'appareil sécuritaire.....	18
B. Un usage disproportionné de la force.....	21
C. Le danger du recours aux groupes d'autodéfense .....	23
D. La (difficile) construction du nexus sécurité-développement.....	26
VI. Enrayer les violences .....	29
A. Limiter et encadrer l'implication des civils dans les opérations contre- insurrectionnelles .....	29
B. Une réponse militaire plus efficace et proportionnée .....	30
C. A moyen terme : redéployer l'Etat et regagner la confiance des populations.....	32
D. A plus long terme : résoudre les crises du monde rural .....	34
VII. Conclusion .....	36
ANNEXES	
A. Carte du Burkina Faso.....	37
B. Présence jihadiste et nombre d'attaques jihadistes au Burkina-Faso et à ses frontières	38
C. Nombre de déplacés internes par région .....	39
D. Comment la violence progresse au Centre-Nord .....	40
E. A propos de l'International Crisis Group .....	42
F. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017.....	43
G. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	45

## Principales conclusions

**Que se passe-t-il ?** Au Burkina Faso, les violences armées s'intensifient, sur fond de crise multiforme du monde rural. Les groupes armés prolifèrent, qu'il s'agisse de bandits, de jihadistes ou de comités d'autodéfense. En 2019, le Burkina est ainsi devenu le pays sahélien le plus ciblé par les attaques jihadistes.

**En quoi est-ce significatif ?** Un dangereux engrenage est à l'œuvre : les jihadistes exploitent les frustrations du monde rural ; les autorités ont recours à la force, et les abus des forces de l'ordre et des groupes d'autodéfense favorisent les violences locales à base communautaire. Le recrutement de divers groupes armés s'en trouve facilité.

**Comment agir ?** Le gouvernement devrait faire un usage proportionné de la force, limiter le rôle des groupes d'autodéfense dans la lutte contre-insurrectionnelle, et développer une approche intégrée de la sécurité. A plus long terme, mettre fin aux crises du monde rural implique de résoudre la question foncière, souvent au cœur des conflits locaux.

## *Synthèse*

Au Burkina Faso, la violence ne cesse de s'amplifier, sur fond de crise de la gouvernance des zones rurales. Des jihadistes majoritairement burkinabè venant du Mali voisin ont exploité les frustrations qui en découlent pour y prendre pied en 2016. Les groupes d'autodéfense villageois créés dès 2014 pour restaurer la sécurité ont aggravé les violences locales à base communautaire, notamment depuis 2019 au Centre-Nord et dans le Soum. Le récent appel de l'Etat à la mobilisation de volontaires contre les jihadistes pourrait amplifier ce phénomène. La réponse essentiellement militaire du gouvernement et le recours à des civils armés sur lesquels il n'exerce qu'un contrôle limité ont conduit à des abus favorisant les recrutements jihadistes et leur basculement dans une violence aveugle. Pour enrayer cet engrenage, le gouvernement devrait limiter le rôle des civils dans la lutte contre-insurrectionnelle, instaurer des garde-fous contre les abus des forces armées et développer une approche intégrée de la sécurité. A long terme, il est crucial de régler la question foncière qui sous-tend souvent les conflits en zone rurale.

Le monde rural burkinabè traverse une crise multiforme. Avec la chute de l'ancien président Compaoré en octobre 2014, la capacité déjà limitée de l'Etat à maintenir l'ordre dans les campagnes s'est encore affaiblie, et la défiance populaire envers les élites, locales comme urbaines, s'est accentuée. La montée du banditisme, les conflits fonciers et l'apparition de groupes d'autodéfense, en particulier des Koglweogo (« gardiens de la brousse » en langue mooré, la langue des Mossi), sont les symptômes d'un monde rural en panne de régulation.

Ce contexte a facilité l'implantation rapide de groupes jihadistes en zone rurale, faisant du Burkina Faso le pays sahélien le plus ciblé par leurs attaques en 2019. Ces groupes forment, autour d'un noyau resserré d'idéologues, un assemblage composite d'insurgés aux motivations locales diverses : agriculteurs ou éleveurs victimes d'injustices foncières ou de racket, bandits rompus au maniement des armes, orpailleurs en quête de protection, populations stigmatisées. Ils se propagent en exploitant notamment les conflits locaux liés aux crises du monde rural et impliquant souvent des groupes d'autodéfense.

Les réponses de l'Etat sont pour l'instant inadaptées et contribuent même à la spirale de la violence. Les autorités accusent l'ancienne classe dirigeante d'être à la manœuvre et tardent à reconnaître la nature endogène et l'ampleur de la crise. Peu préparées à répondre à cette nouvelle menace, elles ont essentiellement eu recours à l'outil militaire, avec l'appui jusqu'à présent limité de troupes françaises. Les opérations antiterroristes ont souvent donné lieu à l'élimination des suspects plutôt qu'à leur arrestation et généré de multiples abus contre des civils. Loin d'enrayer la menace – en dépit de plusieurs attaques déjouées depuis décembre 2019 – elles poussent ceux qui se sentent injustement victimes de la violence de l'Etat, en particulier au sein des communautés peul, à rejoindre les jihadistes.

Pour pallier les lacunes des forces de sécurité, notamment l'insuffisante couverture du territoire, les autorités burkinabè ont encouragé la formation de groupes d'autodéfense à base communautaire et, plus récemment, ont annoncé le recrutement de volontaires de la défense. Mais ces mesures pourraient s'avérer contre-

productives si l'armement des civils, toujours difficile à encadrer, aggrave les fractures locales et donne lieu à de nouvelles violences.

La tentative de concilier sécurité et développement à travers le Plan d'urgence Sahel (PUS) lancé par les autorités en 2017 pour accélérer le développement économique et social dans la région, est insuffisante, et ne permettra probablement pas de traiter les causes politiques des insurrections armées au Burkina Faso. Le pays et ses partenaires n'ont pas su, jusqu'à présent, proposer d'alternative.

Les autorités burkinabè devraient inscrire l'action militaire dans une approche plus globale afin de traiter des dimensions politiques de ces insurrections. L'Etat pourrait sauvegarder la cohésion sociale dans les zones rurales, aujourd'hui menacée, en luttant contre la stigmatisation communautaire, en favorisant la résolution des conflits locaux y compris via des mécanismes intercommunautaires et la négociation avec certains insurgés, et en démontrant l'utilité de sa présence :

- ❑ A court terme, les autorités devraient faire un usage plus proportionné de la force et limiter l'implication de groupes d'autodéfense dans les opérations contre-insurrectionnelles. Elles devraient désengorger les prisons et redynamiser la chaîne pénale afin que les forces de défense et de sécurité regagnent confiance dans la capacité de la justice à juger ceux qu'elles arrêtent. Cela pourrait réduire la propension à éliminer les présumés jihadistes au lieu de les arrêter. Les partenaires du Burkina Faso devraient encourager les forces de défense et de sécurité à renforcer leurs mécanismes de contrôle interne pour limiter les abus qui profitent aux jihadistes.
- ❑ A moyen terme, les autorités devraient créer une institution chargée de piloter et de mettre en œuvre dans l'ensemble du pays une stratégie de sécurité intégrée alliant prévention, atténuation et/ou stabilisation post-crise, avec des mesures spécifiques adaptées à chaque contexte local. Elle permettrait de rendre l'approche de gestion de crise de l'Etat plus équilibrée en offrant une gamme de réponses non militaires qu'elle coordonnerait avec les réponses militaires qui demeurent essentielles. Une telle institution serait en mesure de réagir rapidement et de dépasser les approches sectorielles qui limitent l'efficacité des réponses apportées au niveau de chaque ministère. Cette institution devrait être rattachée à la présidence pour bénéficier d'un appui politique fort, et son directeur devrait siéger au Conseil national de sécurité pour pouvoir articuler les différents volets de la réponse de l'Etat. Les partenaires du Burkina devraient soutenir la création d'une telle institution.
- ❑ A plus long terme, le gouvernement devrait engager des réformes structurelles pour réduire les fractures du monde rural. En particulier, il devrait réviser la loi sur le foncier rural de 2009 pour mieux concilier les intérêts des différentes populations et apaiser les tensions entre populations dites autochtones et allochtones. Il devrait revoir la politique de mise en valeur des aires protégées afin qu'elle profite davantage aux communautés locales. Enfin, il devrait revoir la gouvernance des zones nomades en vue notamment de promouvoir l'inclusion sociale et politique de la communauté peul.

**Dakar/Bruxelles, 24 février 2020**

# Burkina Faso : sortir de la spirale des violences

## I. Introduction

---

En quatre ans, le Burkina Faso a brutalement plongé dans la violence. Depuis la première attaque revendiquée par un groupe jihadiste, à l'Ouest du pays, en octobre 2015, plus de 550 attaques par différents groupes armés, jihadistes ou non, ont été répertoriées contre des civils ou les forces de défense et de sécurité.<sup>1</sup> En dépit des efforts de contre-insurrection de l'Etat burkinabè et de ses partenaires, la situation se détériore : 66 pour cent de ces attaques ont eu lieu en 2019.<sup>2</sup> En octobre 2017, Crisis Group a consacré un premier rapport au mouvement insurrectionnel qui se propageait au Nord du pays, principalement dans la province du Soum, en lien avec la crise malienne.<sup>3</sup> Au cours des deux années suivantes, les régions du Sahel, de l'Est et du Centre-Nord se sont embrasées, et les violences se sont multipliées dans le reste du pays, en particulier les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun.<sup>4</sup>

Les autorités burkinabè ont eu tendance à sous-estimer la menace. Elles ont longtemps considéré qu'elle était exclusivement d'origine libyenne, puis malienne, et qu'elle était entretenue par des réseaux proches de l'ancien président Blaise Compaoré, en exil en Côte d'Ivoire depuis 2014. L'ancien pouvoir jouait certes un rôle d'intermédiaire auprès de ces groupes jihadistes, qui le ménageaient en retour.<sup>5</sup> Mais les petits groupes jihadistes de l'époque, spécialisés dans les enlèvements, étaient bien différents des insurrections armées d'aujourd'hui qui s'étendent dans toute la sous-région. Après la décision de Compaoré d'engager le Burkina Faso au sein de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali), le contingent de Casques bleus burkinabè avait subi une première attaque en août 2014.<sup>6</sup>

Confrontées à une extension géographique sans précédent des violences armées, les autorités commencent tout juste à prendre conscience qu'au-delà de ces facteurs

---

<sup>1</sup> « Burkina Faso : trois gendarmes tués lors d'une attaque près de la frontière malienne », *Jeune Afrique*, 9 octobre 2015. Le nombre d'attaques contre des civils ou les forces de défense et de sécurité est exponentiel : 1 en 2015, 38 en 2016, 66 en 2017, 173 en 2018 et 349 en 2019. Données consultées sur le site internet de l'organisation Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) le 29 janvier 2020.

<sup>2</sup> Données consultées sur le site internet d'ACLED.

<sup>3</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°254, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, 12 octobre 2017.

<sup>4</sup> Le Burkina Faso est subdivisé en treize régions, 45 provinces et 351 départements.

<sup>5</sup> Les proches de Compaoré reconnaissent avoir régulièrement engagé des discussions avec ces groupes jihadistes au moins jusqu'au lancement de l'opération Serval par l'armée française en 2013, qui aurait éliminé beaucoup de ces contacts. Entretien de Crisis Group, ancien conseiller du président Compaoré, décembre 2019. Par ailleurs, Ibrahim X, ex-combattant d'Al-Mourabitoune, a affirmé que son mouvement bénéficiait de complicités parmi les autorités burkinabè sous Compaoré. Compte-rendu de l'audition par la police malienne d'Ibrahim X, juin 2015, consulté par Crisis Group.

<sup>6</sup> « Deux morts et des blessés parmi les soldats burkinabè de la Minusma suite à une attaque suicide », communiqué du directeur de la communication et des relations publiques des armées, 17 août 2014.

extérieurs, les groupes jihadistes, composés essentiellement de combattants burkinabè, constituent un phénomène endogène.<sup>7</sup> Elles persistent néanmoins à blâmer des mains invisibles, en particulier à l'approche des élections présidentielle et législatives prévues en novembre 2020.<sup>8</sup>

Cette menace est davantage la conséquence que la cause des problèmes que rencontre le Burkina Faso. Ce rapport analyse le rôle joué par la crise multiforme du monde rural burkinabè dans la diffusion des violences armées. Il s'inscrit dans la continuité des rapports de Crisis Group sur le Burkina Faso et le développement des insurrections jihadistes au Sahel central.<sup>9</sup> Il repose sur des entretiens avec des responsables gouvernementaux, des acteurs politiques et de la société civile, des membres des groupes d'autodéfense Koglweogo, des forces de défense et de sécurité, des experts, des diplomates et différents partenaires du pays, réalisés au Burkina Faso entre juillet et octobre 2019.

---

<sup>7</sup> A deux reprises, l'Etat a diffusé une « liste d'individus recherchés pour participation à une entreprise terroriste » dont les lieux de naissance ou de résidence laissent penser qu'ils sont majoritairement burkinabè. Documents consultés par Crisis Group.

<sup>8</sup> Le président par intérim du parti au pouvoir déclarait en novembre 2019 : « Ceux qui nous frappent aujourd'hui, il y en a dont on connaît les noms, on sait que c'est des gens qui habitaient dans notre pays, dans des hôtels de la place, qui ont des connexions avec certains responsables. Il y a certains qui sont là, d'autres sont hors du Burkina Faso ». Entretien de Simon Compaoré à 3TV, 16 novembre 2019.

<sup>9</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°238, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, 6 juillet 2016, et le commentaire de Crisis Group, « Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural », 11 janvier 2017. Les contours d'une telle crise avaient déjà été esquissés dans le rapport de Crisis Group, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, op. cit.

---

## II. Un pouvoir fragilisé : la difficile gestion de l'après-insurrection populaire

---

Le Burkina Faso traverse une profonde crise de gouvernance, liée au délitement progressif du système politique mis en place par l'ancien président Compaoré (1987-2014). Le soulèvement populaire qui l'a chassé du pouvoir en 2014 a ouvert une séquence de remise en cause des élites et des institutions par une partie de la population, qui n'est pas la première du genre.<sup>10</sup> Perçue comme essentiellement urbaine, cette insurrection a également révélé les fractures internes du monde rural, qui ont grandement favorisé la pénétration des groupes jihadistes. Si ces groupes sont d'abord apparus comme une menace extérieure venue du Mali, ils ont trouvé au Burkina Faso un terrain propice à leur développement.

L'insurrection populaire de 2014 reste pour certains inachevée.<sup>11</sup> Elle a mis fin au pouvoir de Compaoré mais la classe politique et les modes de gouvernance ont peu changé. La plupart des responsables gouvernementaux actuels étaient déjà en poste sous Compaoré, dont le pouvoir semi-autoritaire laissait peu de place aux forces d'opposition. Or le soulèvement était l'expression d'une profonde défiance envers les élites politiques et la manière d'exercer le pouvoir au Burkina Faso. Les autorités actuelles ne parviennent pas à inverser ce sentiment.<sup>12</sup> Selon les données d'ACLED, une ONG de collecte et d'analyse de données sur les violences armées, depuis novembre 2015, le pays a connu 442 manifestations et grèves, contre 244 entre 2000 et 2013.<sup>13</sup> En milieu urbain, la mobilisation syndicale quasi permanente dans le secteur public maintient les dirigeants sous pression.<sup>14</sup> Le président Kaboré a certes été élu dès le premier tour avec 53 pour cent des voix fin 2015, mais cette période de grâce post-insurrectionnelle semble révolue.<sup>15</sup> Le mécontentement des citoyens envers les institutions et le pouvoir actuel va croissant.<sup>16</sup>

L'insurrection d'octobre 2014 avait également une dimension générationnelle. La jeunesse, à l'avant-garde de cette mobilisation, se veut toujours garante de « l'esprit de l'insurrection », d'autant plus puissant qu'il s'inscrit dans l'héritage sankariste.<sup>17</sup>

---

<sup>10</sup> Le soulèvement de 1966 contre le président Maurice Yaméogo et la révolution sankariste de 1983 sont d'autres exemples de cette remise en cause des dirigeants par une partie de la population.

<sup>11</sup> Bruno Jaffré, *L'insurrection inachevée. Burkina Faso 2014* (Paris, 2019).

<sup>12</sup> Depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en décembre 1998, les épisodes de tension sociale sont récurrents, surtout en milieu urbain. En 2010 et 2011, le pays a traversé une crise révélatrice du mécontentement d'acteurs politiques, économiques et sécuritaires. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°205, *Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes*, 22 juillet 2013.

<sup>13</sup> Données consultées sur le site internet d'ACLED.

<sup>14</sup> Les syndicats ont toujours pesé dans la vie politique du Burkina mais l'intensité actuelle des tensions et revendications sociales est inédite. Voir le commentaire de Crisis Group, « Lutter contre les insurrections et l'instabilité au Burkina Faso », 28 janvier 2019.

<sup>15</sup> Zéphirin Diabré, arrivé en seconde position, n'avait recueilli que 29,65 pour cent des suffrages.

<sup>16</sup> En juin 2019, la confiance dans le gouvernement (30 pour cent), l'Assemblée nationale (30 pour cent) et les partis politiques (18 pour cent) avait beaucoup chuté par rapport à juin 2018, selon un sondage du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD). « Sondage "Présimètre" : Ce que les Burkinabè pensent de la gouvernance nationale », Lefaso.net, 15 juin 2019.

<sup>17</sup> Le sankarisme renvoie à l'esprit de la « révolution démocratique et populaire » lancée en 1983 par Thomas Sankara, destinée notamment à redonner le pouvoir au peuple par une démocratie se voulant participative. Le Balai citoyen, le Front de résistance citoyenne ou encore l'Organisation démocra-



Même si la jeunesse peine à s'unir, elle n'entend plus être tenue à l'écart de la prise de décision, monopole d'une classe dirigeante en place depuis les années 1990, et maintient sur cette dernière une pression constante.

Le président Compaoré contrôlait les campagnes grâce à un système d'alliances personnalisées permettant d'étouffer les contestations locales et les tensions communautaires sous-jacentes. Différents segments de l'élite locale (élus et membres du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), alors au pouvoir, chefs traditionnels, opérateurs économiques) assuraient l'ordre politique en alternant répression et cooptation des mécontents, en lien direct avec les autorités centrales.<sup>18</sup> Ce dispositif, qui s'est certes accompagné d'investissements dans les infrastructures rurales, a entretenu l'illusion d'une cohésion sociale et d'une stabilité des campagnes. L'exclusion en mars 2012 de plusieurs acteurs clé du pouvoir, suspectés de faire de l'ombre au frère cadet du président, a fragilisé ces réseaux et amoindri la capacité de l'Etat à apaiser les tensions dans les périphéries.<sup>19</sup>

L'insurrection de 2014 a considérablement affaibli ce système et accentué le délitement de l'Etat en milieu rural. Dès novembre 2014, la dissolution des conseils municipaux et régionaux et leur remplacement par des délégations spéciales a paralysé les mairies, qui jouaient un rôle clé en matière foncière. L'insurrection a libéré l'expression des frustrations dans les campagnes (71 pour cent de la population du pays vit en zone rurale) à l'égard de l'Etat et de ses représentants locaux. Ces derniers, y compris certaines autorités coutumières et municipales, sont ouvertement accusés d'avoir des comportements prédateurs, parfois d'être complices de la marchandisation des terres.<sup>20</sup> Moins sollicités et moins écoutés, ces acteurs jadis au cœur des mécanismes locaux ou étatiques de régulation de l'accès au foncier et de gestion des différends, voient s'amoindrir leur capacité à résoudre les conflits.<sup>21</sup> L'émergence simultanée de groupes d'autodéfense (Koglweogo) a encore réduit leur influence.<sup>22</sup> Cette fragilisation de la gouvernance des campagnes survient alors que les tensions dégènèrent plus souvent en violences.<sup>23</sup>

---

tique de la jeunesse font partie des principales organisations militantes de la jeunesse ayant participé à l'insurrection de 2014. Voir Sten Hagberg, « Thousands of New Sankaras: Resistance and Struggle in Burkina Faso », *Africa Spectrum*, vol. 50, no. 3 (2015).

<sup>18</sup> Entretiens de Crisis Group, notabilités locales de plusieurs régions du pays, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>19</sup> Salif Diallo, ancien ministre et conseiller de Compaoré puis président de l'Assemblée nationale en 2016-2017, jouissait ainsi d'un réseau d'acteurs influents dans la plupart des régions du pays, sollicités au besoin pour apaiser les tensions. Voir Alex Thurston, « Escalating Conflicts in Burkina Faso », Rosa Luxembourg Stiftung, 25 septembre 2019. François Compaoré a vu son influence économique et politique grandir dans l'ombre de son frère Blaise, au point de créer une crise avec Salif Diallo. Voir « François Compaoré, le "petit président" du Burkina Faso », *Le Monde*, 4 décembre 2017.

<sup>20</sup> Voir Nana Patiende Pascal, « Du groupe à l'individu : dynamique de la gestion foncière en pays gouin (sud-ouest du Burkina Faso) », *Belgeo*, no. 2 (2018).

<sup>21</sup> « Enquête au Burkina », *Afrobaromètre*, 2017. Voir aussi Mathieu Hilgers et Augustin Loada, « Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso », *Politique africaine*, no. 131 (2013).

<sup>22</sup> Voir section III. B.

<sup>23</sup> Les conflits fonciers représentaient 76 pour cent des conflits au Burkina Faso à la veille de l'insurrection de 2014. « Etat des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso », ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, 2015.

Le gouvernement ne reconnaît pas suffisamment le caractère endogène et profond des problèmes actuels, qu'il décrypte plutôt à l'aune de la crise politique ouverte en 2014 – toujours en cours en dépit d'un processus de réconciliation. Depuis 2016, les autorités voient la main de l'ancien parti au pouvoir, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), derrière les troubles qui agitent le pays. Elles accusent les tenants de l'ancien pouvoir de manœuvrer pour saboter leurs efforts et mieux revenir aux affaires.<sup>24</sup> Elles sont d'autant plus inquiètes que le CDP conserve des élus bien implantés dans des régions sensibles du pays, dont l'Ouest. Le gouvernement se focalise donc sur une éventuelle menace politique alors que les insurrections sont avant tout la conséquence d'un monde rural en ébullition. La création en 2015 de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires traduit néanmoins une prise de conscience de l'importance de ces tensions, qui s'expriment différemment selon les régions concernées.<sup>25</sup>

---

<sup>24</sup> Entretiens de Crisis Group, notabilités de différentes régions et sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>25</sup> Décret N°2015-1645 du 28 décembre 2015 portant sur la création de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits.

### III. Un monde rural en ébullition

Quand éclate l'insurrection de 2014, une certaine effervescence est déjà palpable dans les campagnes. Les tensions foncières se muent en conflits qui menacent de prendre une dimension communautaire.<sup>26</sup> Les Koglweogo et d'autres groupes d'autodéfense remplacent progressivement l'Etat dans sa mission de maintien de l'ordre en zone rurale, ce qui perturbe les équilibres locaux et génère de nouvelles tensions.

#### A. Tensions autour de l'accès à la terre

La compétition pour l'accès aux terres et aux ressources naturelles a atteint un niveau sans précédent au Burkina Faso. De multiples facteurs l'expliquent : la croissance démographique, qui génère une migration agricole interne ; l'appauvrissement de certains sols du fait du changement climatique ; des projets, parfois mal conçus, de valorisation d'autres sols par l'irrigation, qui aiguisent les convoitises ; et la spéculation foncière.

À l'Est, la privatisation des aires protégées et des réserves de chasse dans les années 1990, et le durcissement des conditions d'accès à ces espaces avec l'adoption du Code forestier de 1997, ont suscité de nombreuses résistances.<sup>27</sup> Cette privatisation, quand elle n'a pas donné lieu à des opérations de déguerpissement de communautés locales, a réduit leur accès à des espaces vitaux.<sup>28</sup> Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et chasseurs ont tous souffert de cette politique. Certains ont basculé dans le banditisme, tandis que de nombreux chasseurs se sont reconvertis dans le braconnage.<sup>29</sup> Les groupes jihadistes ont profité de ce contexte en promettant à ces populations de leur rendre l'accès aux terres.<sup>30</sup>

Dans les régions du Sahel, de l'Ouest, du Centre-Nord et dans une moindre mesure de l'Est, la pression sur les terres est accentuée par une migration agricole portée surtout par des populations mossi (principal groupe ethnique au Burkina Faso) de la province du Yatenga (région du Nord) et de la région du Plateau-Central. Encouragée dès le début du vingtième siècle par les communautés autochtones en manque de main d'œuvre et disposées à prêter leurs terres, elle suscite des tensions croissantes depuis plusieurs décennies.<sup>31</sup> L'augmentation de la valeur des terres pousse les autochtones à remettre en cause les accords passés.<sup>32</sup> La loi de 2009 sur le foncier rural a aggravé cette situation en fragilisant le droit de propriété des autochtones et en favorisant la vente individuelle des terres.<sup>33</sup> Elle attribue notamment la propriété

<sup>26</sup> 70 pour cent des individus interrogés en 2015 reconnaissent l'existence de conflits communautaires dans leurs localités. « Etat des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso », op. cit.

<sup>27</sup> Alexis Kaboré, *Brousse des uns, aire protégée des autres* (Genève, 2010). Les zones villageoises d'intérêt cynégétiques (ZOVIC), qui valorisent la gestion des ressources fauniques par les villageois, font figure d'exception de ce point de vue au Burkina Faso.

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile basés à l'Est, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Peter Hochet, *La terre, l'étranger et le citoyen : les relations sociales et politiques à propos de la terre dans un village bwa* (Paris, 2012).

<sup>32</sup> « Revue du secteur foncier – Burkina Faso », Banque mondiale, 2019.

<sup>33</sup> La loi 034-2009/AN portant sur le foncier rural a été adoptée en juin 2009. Elle détermine le régime domaniale et foncier applicable aux terres rurales et établit les principes de sécurisation foncière de

aux migrants agricoles après 30 ans d'occupation continue des terres, ce qui a poussé des propriétaires à les récupérer. En zone urbaine mais également rurale, les abus des autorités municipales en matière de lotissement ont conduit à des expropriations, source de frustrations et de conflits.<sup>34</sup>

Les tensions sur le foncier alimentent l'hostilité entre les communautés au niveau local. Les autochtones dénoncent l'influence économique mais aussi politique des nouveaux venus.<sup>35</sup> En effet, les autres communautés prêtent souvent aux Mossi un accès privilégié à l'administration, puissant vecteur d'influence politique.<sup>36</sup> Surtout, le poids démographique croissant de communautés de migrants mossi leur permet de peser sur l'élection de maires, de conseillers municipaux ou la nomination de chefs de village, notamment dans plusieurs communes du Centre-Nord et des régions de l'Ouest, où leur présence est pourtant assez récente.<sup>37</sup> Dans des zones où ces fonctions électives jouent un rôle clé dans l'accès au foncier, l'influence croissante des allochtones est source de tensions entre populations au niveau local, sans que cela ne se reflète pour l'instant au niveau national.

De son côté, le secteur pastoral burkinabè fait face à des défis majeurs. Les éleveurs sont exposés aux extorsions des forces de défense et de sécurité et peinent à asseoir leurs droits sur les espaces pastoraux.<sup>38</sup> Ils sont notamment confrontés au grignotage des terres pastorales par l'agriculture et la spéculation foncière ; à la baisse des ressources fourragères et hydrauliques ; à l'obstruction des itinéraires de transhumance ; et à la non-application des lois, en particulier la loi pastorale de 2002.<sup>39</sup> Avant la crise de 2014, 49 pour cent des conflits recensés au Burkina Faso opposaient agriculteurs et éleveurs.<sup>40</sup> Cela a nourri le développement de groupes d'autodéfense. En 2012, une Union nationale des Rouga, « représentants des éleveurs » qui ont pour mission de protéger les troupeaux, a ainsi vu le jour dans la région de l'Est.<sup>41</sup>

Dans certaines zones pastorales, ces conflits prennent depuis 2015 une dimension communautaire entre éleveurs d'origine peul et communautés sédentaires. Ainsi, en 2015 à Kounkounfouanou (commune de Kabonga), les autorités locales ont

---

l'ensemble des acteurs du foncier rural. Entretien de l'analyste dans des fonctions antérieures, représentant de la Confédération paysanne du Faso, Ouagadougou, mai 2019.

<sup>34</sup> La Commission d'enquête parlementaire sur le foncier urbain, créée en 2016, a mis en lumière les nombreuses irrégularités dans les opérations de lotissement, ce qui a conduit le gouvernement à les suspendre jusqu'en mars 2018. « Commission d'enquête parlementaire sur le foncier urbain au Burkina Faso », rapport de synthèse, septembre 2016. « Revue du secteur foncier – Burkina Faso », Banque mondiale, 2019.

<sup>35</sup> Entretiens de Crisis Group, notabilités résidant dans la Boucle du Mouhoun et à Karangasso-Vigué, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>36</sup> En réalité, la communauté mossi ne constitue pas un ensemble homogène, de même que la chefferie. Par ailleurs, les mariages mixtes entre membres issus de communautés différentes sont nombreux au Burkina. Entretiens de Crisis Group, notabilités mossi, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>37</sup> Entretiens de Crisis Group, acteur de la chefferie mossi et notabilités de différentes régions, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>38</sup> Voir « Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel », Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), août 2018.

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> « Etat des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso », op. cit.

<sup>41</sup> Entretien de Crisis Group, secrétaire général de l'Union nationale des Rouga, Ouagadougou, juillet 2019.

violamment chassé des agriculteurs gourmantché et mossi de la zone pastorale.<sup>42</sup> Leur retour progressif suscite le mécontentement des éleveurs peul.<sup>43</sup> Des conflits similaires existent autour de Fada N’Gourma dans la région de l’Est, ou à Barani dans la région de la Boucle du Mouhoun. Ils minent progressivement la cohésion sociale, en particulier au Sahel, à l’Est, et dans la Boucle du Mouhoun.

L’exploitation des ressources minérales, réparties sur l’ensemble du territoire, suscite aussi de fréquents conflits. Des épisodes de violence opposent souvent exploitants miniers et communautés hôtes.<sup>44</sup> Des acteurs liés à Compaoré ont longtemps contrôlé l’exploitation artisanale de l’or, source directe ou indirecte de revenus pour environ deux millions de personnes.<sup>45</sup> Le secteur, désorganisé après 2014, est aujourd’hui en proie à la convoitise d’acteurs concurrents, y compris étatiques. Ceux-ci peuvent avoir recours à des groupes armés pour prendre le contrôle des sites artisanaux.<sup>46</sup> Les Koglweogo, en particulier, comblent le vide sécuritaire laissé par l’Etat.

### B. *Les Koglweogo, nouveaux maîtres de la brousse*

L’insécurité rurale s’est accentuée au cours des années 2000 dans tout le pays, en particulier dans les régions de l’Est et du Centre-Nord, où opèrent alors de nombreux gangs spécialisés dans le vol de bétail et des coupeurs de route. Le banditisme prend une telle ampleur que certains axes routiers, notamment à l’Est, ne sont plus empruntés et que les populations réclament dans certaines régions de pouvoir assurer elles-mêmes leur sécurité.

Le défi du banditisme rural a pris l’Etat de court. Le manque de préparation des forces de défense (armée, gendarmerie) et la corruption omniprésente au sein des appareils sécuritaire et judiciaire a réduit l’efficacité des opérations d’antibanditisme, notamment conduites, à l’époque, par le Régiment de la sécurité présidentielle (RSP).<sup>47</sup> En 2011, des mutineries au sein de l’armée ont aussi affaibli les capacités sécuritaires de l’Etat.<sup>48</sup> Les autorités, conscientes de ces limites, ont encouragé dès 2003 l’adoption du concept de police de proximité traduit opérationnellement en 2010 en initiatives locales de sécurité (ILS), censées renseigner les forces de police et de gendarmerie.<sup>49</sup> Mais les lenteurs institutionnelles, des limites budgétaires et l’insurrection

<sup>42</sup> « Kounkounfouanou, un village rasé », Lefaso.net, 6 juillet 2015.

<sup>43</sup> Entretien de Crisis Group, représentant d’éleveurs à l’Est, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>44</sup> « Attaque d’une mine d’or turque au Burkina Faso : décryptage d’une cohabitation difficile », France 24, 15 août 2019.

<sup>45</sup> Entretien de Crisis Group, acteurs du secteur de l’orpaillage artisanal, Ouagadougou, mai 2019.

<sup>46</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°282, *Reprendre en main la ruée vers l’or au Sahel central*, 13 novembre 2019.

<sup>47</sup> « A chaque fois qu’un bandit était arrêté, on le retrouvait libre après », témoigne un militaire. Entretien de Crisis Group, militaire, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>48</sup> « Vers une réforme du système de sécurité burkinabé ? », Fondation pour la recherche stratégique, septembre 2017.

<sup>49</sup> Décret n°2010-315 du 17 juin 2010 portant sur l’adoption du document de stratégie nationale de sécurité intérieure 2011-2020. Le décret n°2016-1052 du 5 octobre 2016 a révisé les modalités de participation des populations à la mise en œuvre de la police de proximité, transformant les initiatives locales de sécurité en structures communautaires locales de sécurité. Elles sont encadrées par les coordinations communautaires de sécurité créées par le même décret.

populaire de 2014 ont paralysé cette dynamique.<sup>50</sup> C'est dans ce contexte que les habitants de Bogandé (région de l'Est) ont manifesté en mars 2014 pour réclamer la remise en place des comités locaux de sécurité, organe de concertation entre les services de sécurité et les populations.<sup>51</sup>

Face à l'impuissance de l'Etat, les communautés se sont réappropriées la lutte contre l'insécurité avec la formation de Koglweogo (« gardiens de la brousse » en mooré, la langue des Mossi) dès 2014.<sup>52</sup> Ces groupes d'autodéfense villageois ne constituent pas un mouvement unifié mais une juxtaposition de structures locales. L'autorité du chef suprême national, le fondateur du premier Koglweogo à Kombissiri (région du Centre-Sud), demeure relative.<sup>53</sup> Des relations étroites existent néanmoins entre ces structures qui essaient via un système de parrainage entre villages voisins. Ils se sont étendus aux régions du Centre, Plateau-Central, Centre-Nord, Centre-Est et Est, avec l'aval des autorités coutumières locales.<sup>54</sup> Selon certaines estimations, en 2018, le pays comptait 4 500 groupes de Koglweogo, composés de quelque 45 000 membres.<sup>55</sup> Généralement armés de fusils de chasse, les Koglweogo ont gagné la confiance d'une majorité des habitants en restaurant la sécurité.<sup>56</sup> Leur brutalité envers les suspects suscite souvent l'indifférence ou l'approbation de la population, qui aspire à des formes efficaces de justice populaire.<sup>57</sup>

Forts de la légitimité populaire ainsi acquise, les Koglweogo s'arrogent progressivement de nouvelles prérogatives, y compris dans les domaines régaliens de la fiscalité, de la justice, de la police et de l'armée. Ils jugent, prélèvent des taxes et infligent des amendes. De « gardiens », ils sont devenus « maîtres de la brousse ». Si certaines autorités coutumières avalisent et profitent de leur présence, d'autres sont contraintes de composer avec eux.

Selon les localités, leur relation à l'Etat oscille entre collaboration et autonomie. La collaboration a été notable dans plusieurs régions, notamment à l'Est, pour sécuriser

---

<sup>50</sup> Entretiens de Crisis Group, autorités responsables de la police de proximité avant 2015, Ouagadougou, mai 2017.

<sup>51</sup> Suivant la loi relative à la sécurité intérieure n°032-2003 qui officialise le lancement d'une police de proximité, le décret n°2005-245 du 12 mai 2005 porte sur la création, composition, attributions et fonctionnement des comités locaux de sécurité. Cette commune est ensuite devenue l'un des fiefs des Koglweogo. Entretien téléphonique de Crisis Group, notabilité de Bogandé, juillet 2019.

<sup>52</sup> Les premières formes de Koglweogo sont apparues dans le Yatenga (Nord) et à Mané (Centre Nord) au milieu des années 1990.

<sup>53</sup> Le premier Koglweogo a été formé à Rassam Kandé (Kombissiri) par le chef coutumier de ce village. Voir Tanguy Quidelleur, « Sécurité, Etat et recompositions sociopolitiques en Afrique de l'Ouest : l'exemple des groupes d'autodéfense Koglweogo au Burkina Faso », Mémoire de Master en science politique, Université de Paris Nanterre, 2017.

<sup>54</sup> Entretien de Crisis Group, journaliste spécialisé sur les Koglweogo, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>55</sup> Entretiens de Crisis Group, commissaire de police et chef d'un groupe de Koglweogo, Ouagadougou et Saaba, 2018.

<sup>56</sup> « Rapport d'enquête sur la sécurité pilotée par les communautés au Burkina Faso : les Koglweogo », Action pour la sécurité humaine en Afrique, octobre 2018. Dans la région de l'Est en particulier, à partir d'avril 2016, les Koglweogo ont arrêté de nombreux bandits. Entretiens de Crisis Group, notabilités de plusieurs régions et Koglweogo, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>57</sup> Entretiens de Crisis Group, journaliste et analystes spécialisés sur les Koglweogo, Ouagadougou, juillet 2019.

– y compris d’un point de vue électoral – la transition de 2014-2015.<sup>58</sup> A Boulsa (Centre-Nord), l’autonomie du groupe Koglweogo explique peut-être l’arrestation de son chef en décembre 2019.<sup>59</sup> Les autorités ont aussi fait appel à eux pour contrer les Dozo – une confrérie qui compte 5 000 chasseurs et remplit des fonctions similaires, notamment dans l’Ouest du pays – suspectés de proximité avec l’ancien président Compaoré.<sup>60</sup>

En se rendant ainsi redevable à l’égard des Koglweogo, l’Etat favorise leur relative impunité et n’est plus en mesure de les contrôler. Un décret de 2016 visant à les encadrer est resté inappliqué jusqu’ici, par manque de ressources mais aussi de volonté des autorités nationales.<sup>61</sup> Il est difficile pour ces dernières de s’opposer directement à des groupes qui jouissent d’une grande popularité dans les bastions électoraux du parti au pouvoir. Les Koglweogo, soutenus par la population, se sont mobilisés parfois violemment contre les rares arrestations qui les ont visés. A Kaya en 2018, ils ont obtenu la libération d’un des leurs après avoir encerclé le tribunal.<sup>62</sup>

Le caractère « communautaire » de certains groupes Koglweogo alimente aussi des tensions locales entre communautés qui résultent de la crise du monde rural. Les Koglweogo recrutent principalement dans la communauté mossi, à l’image des équilibres démographiques du pays où elle représente près de 50 pour cent de la population.<sup>63</sup> A l’Est, ils recrutent surtout parmi le groupe majoritaire, les Gourmantché.<sup>64</sup> Certaines communautés, surtout à l’Ouest, y voient le relais armé de ce qu’elles appellent « l’expansionnisme mossi ».<sup>65</sup> Dans la région des Hauts-Bassins par exemple, les tentatives de création de groupes de Koglweogo par des Mossi suscitent depuis 2015 une vive opposition des Dozo – et des affrontements épisodiques comme à Solenzo ou Karanguasso-Vigné.<sup>66</sup> Dans les régions du Sahel et du Centre-Nord, le développement des Koglweogo a aussi joué un rôle central dans l’exacerbation de violences locales à base communautaire.<sup>67</sup>

Bandits et groupes d’autodéfense sont les deux faces d’une même crise de la sécurité dans bien des espaces ruraux du pays. Si les Koglweogo constituent une réponse efficace à la criminalité, ils sont donc aussi l’expression d’une crise profonde de la gouvernance en zone rurale. De fait, nombre de Koglweogo sont d’anciens bandits reconvertis.<sup>68</sup> Plus récemment, de nouveaux « maîtres de la brousse » ont fait leur apparition, les groupes armés jihadistes.

<sup>58</sup> Ibid.

<sup>59</sup> Entretien électronique de Crisis Group, acteur de la société civile à Kaya, décembre 2019.

<sup>60</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, personnalité politique burkinabè, août 2019.

<sup>61</sup> Le décret 2016-1052 du 5 octobre 2016 porte sur la définition des modalités de participation des populations à la mise en œuvre de la police de proximité.

<sup>62</sup> Entretien de Crisis Group, élu local de Kaya, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>63</sup> Voir « Sécurité, Etat et recompositions sociopolitiques en Afrique de l’Ouest : l’exemple des groupes d’autodéfense Koglweogo au Burkina Faso », op. cit.

<sup>64</sup> Entretiens de Crisis Group, notabilités de différentes régions et Koglweogo, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>65</sup> Cette formule traduit moins une réalité objective qu’un ressenti local assez répandu. La perception de certaines formes d’injustice est tout aussi importante que leur réalité. Ibid.

<sup>66</sup> Sten Hagberg, « Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the Dozo and Koglweogo self-defense movements in Burkina Faso », *African Studies Review*, 2019.

<sup>67</sup> Voir Annexe D.

<sup>68</sup> Entretiens de Crisis Group, journaliste et analystes spécialisés sur les Koglweogo, Ouagadougou, juillet 2019.

---

## **IV. Le jihadisme au Burkina : un phénomène endogène**

---

Le Burkina Faso est devenu le principal théâtre d'activité des groupes jihadistes au Sahel. Une partie des autorités reste convaincue qu'ils sont le fruit d'une manipulation de l'ancienne classe dirigeante. Le rôle de celle-ci, s'il existe, ne constitue pourtant pas un facteur explicatif majeur. Les groupes jihadistes ont trouvé dans la crise multiforme de la ruralité au Burkina Faso un terrain particulièrement propice à leur expansion. Ils exploitent les fractures internes au monde rural pour recruter parmi les victimes de l'insécurité foncière comme parmi les bandits de grand chemin.

### *A. Les groupes jihadistes au Burkina Faso*

Longtemps épargné, le Burkina Faso a vu l'activité jihadiste s'étendre particulièrement vite depuis octobre 2015.<sup>69</sup> Bien que la plupart des incursions aient eu lieu dans la province du Soum depuis l'attaque de Nassoumbou, qui avait tué douze soldats en décembre 2016, d'autres zones sont désormais affectées : les régions de l'Est, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre-Nord, et la capitale Ouagadougou, cible d'attentats.<sup>70</sup> La progression des jihadistes semble se faire par essaimage, et la multiplication des foyers insurrectionnels nourrit le sentiment d'un encerclement de la capitale.

Trois groupes jihadistes opèrent depuis 2015-2016 sur le territoire burkinabè : le groupe local Ansarul Islam, et deux groupes apparus au Mali, l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

Mouvement burkinabè autonome lors de sa création fin 2016, Ansarul Islam s'est ensuite fondu au sein du GSIM, un groupe lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et principalement installé au centre et au nord du Mali. Ansarul Islam est actif dans le Soum et la partie ouest de la région du Centre-Nord (province du Bam et ouest de la province du Sanmatenga). En 2017, la disparition de son dirigeant, Malam Dicko, l'a fragilisé.<sup>71</sup> Le mouvement a ensuite été dirigé par son frère, Jafar Dicko, contesté par une frange du mouvement pour son comportement jugé trop autoritaire.<sup>72</sup> En octobre 2019, des informations relayées sur les réseaux sociaux ont annoncé sa mort mais plusieurs sources locales la démentent jusqu'à aujourd'hui.<sup>73</sup>

---

<sup>69</sup> Pour comprendre les raisons pour lesquelles le Burkina Faso fut longtemps épargné par la menace jihadiste, voir le rapport de Crisis Group, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, op. cit. La notion de jihad n'est pas étrangère à l'histoire plus longue du Burkina Faso. Comme ailleurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest, plusieurs épisodes de jihad armé sont survenus au dix-neuvième siècle au sein des communautés peul mais aussi marka. Voir H. Diallo & A. Degorce, « La notion de Jihad en contexte », dans A. Degorce, L. Kibora & K. Langewiesche, *Rencontres religieuses et dynamiques sociales au Burkina Faso* (Dakar, 2019).

<sup>70</sup> Sur l'attaque de Nassoumbou, voir « Burkina : douze militaires tués dans une attaque dans le nord du pays », *Jeune Afrique*, 16 décembre 2016.

<sup>71</sup> Malam Dicko serait mort au cours de l'opération Bayard conduite conjointement par l'armée burkinabè et l'opération Barkhane au Nord en avril 2017. Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire et personnalités du Soum, sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>72</sup> Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire et personnalités du Soum, sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>73</sup> Entretiens électroniques de Crisis Group, acteurs de la société civile dans le Soum, octobre 2019 et janvier 2020.



Le groupe semble être devenu une unité (*markaz*) intégrée aux brigades (*katiba*) opérant au centre du Mali, à savoir la Katiba Serma de 2017 à 2018, et aujourd'hui surtout la Katiba Macina dirigée par Hamadou Koufa.<sup>74</sup> Les attaques d'Ansarul Islam sont désormais revendiquées par le GSIM.

Le GSIM, en plus d'avoir intégré les combattants d'Ansarul Islam actifs dans le Soum, est également présent dans l'Ouest du pays depuis 2016 et à l'Est, devenu en 2018 le second théâtre d'opérations jihadistes au Burkina.<sup>75</sup> Le groupe, qui a revendiqué plusieurs attaques dans cette dernière région, y paraissait jusqu'à récemment plus actif que l'EIAO. La responsabilité des groupes composant l'actuel GSIM, à savoir Ansar Eddine, Al-Mourabitoune et AQMI, est avérée ou très probable respectivement dans les attaques de Samorogouan (octobre 2015), Ouagadougou (janvier 2016) et Nassoumbou (décembre 2016).<sup>76</sup> L'influence du GSIM dans cet espace tient donc à l'existence d'un groupe de combattants burkinabè évoluant au sein d'AQMI, du Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao, intégré à Al-Mourabitoune depuis 2013) et d'Ansar Eddine au Mali depuis 2012.<sup>77</sup> Ils ont été, avec des cadres d'Ansarul Islam basés dans le Soum, le moteur de l'expansion du groupe à l'Est.

L'EIAO couvre au Burkina Faso un espace plus vaste que le GSIM.<sup>78</sup> Il s'est d'abord implanté dans la province de l'Oudalan (région du Sahel au Nord du pays), frontalière du cercle d'Ansongo au Mali, déjà sous influence du mouvement. C'est là qu'il a revendiqué en septembre 2016 sa première attaque au Burkina Faso, contre un poste de douane à Markoye.<sup>79</sup> Il a progressivement étendu sa présence à la partie est de la province du Soum et à deux provinces de la région du Centre-Nord, le Namentenga et l'Est du Sanmatenga. Dans le même temps, dans la région du Sahel, il s'est aussi développé au Sud de l'Oudalan, dans le Nord de la province du Seno et au Nord-Est de la province du Yagha. Dans le prolongement du Yagha, des jihadistes de l'EIAO, y compris des chefs, ont également marqué leur présence dans la région de l'Est dès 2016 sous forme de cellules dormantes, devenues actives en 2018.<sup>80</sup>

<sup>74</sup> Voir à ce sujet le rapport de Crisis Group, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, op. cit. Le groupe nommé (par certains observateurs plus que par ses membres) Katiba Serma (du nom d'une forêt dans le Gourma malien) était dirigé par un touareg imghad, Al-Mansour Ag Alkassim, tué fin 2018 par les forces de Barkhane. Il est depuis fragilisé.

<sup>75</sup> Avant 2018, des émissaires de Malam Dicko circulaient dans l'Est et les premières cellules identifiées en 2018 relayaient des prêches d'Hamadou Koufa. Entretien de Crisis Group, acteur de la société de civile basé à l'Est, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>76</sup> Entretien de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>77</sup> L'un des principaux chefs jihadistes opérant dans l'Est, Oumarou Diallo, a combattu sous la bannière du GSIM au Mali avant 2018. Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, juillet 2019. Le Mujao, apparu en 2011, a été intégré à Al-Mourabitoune en août 2013.

<sup>78</sup> L'Etat Islamique au Grand Sahara, branche locale de l'Etat islamique, est depuis 2019 désignée comme une partie intégrante de l'EIAO par l'organe central de l'organisation. Il semble cependant que la branche de l'EIAO située autour du bassin du Lac Tchad et celle située au niveau du Sahel central (Mali, Burkina Faso, Ouest Niger), tout en entretenant des liens croissants, n'aient pas fusionné leurs chaînes de commandement.

<sup>79</sup> « L'organisation État islamique revendique sa première attaque en Afrique », Alakhbar.info, 3 septembre 2016.

<sup>80</sup> Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires basées à l'Est, Ouagadougou, juillet septembre 2019.

Au Burkina comme plus largement au Sahel, le GSIM et l'EIAO coopèrent sur le terrain pour faire front commun face à la France, dont les soldats sont qualifiés de « croisés », et ses alliés.<sup>81</sup> Dans certaines zones où les deux groupes cohabitent, comme à l'est de la province du Soum et dans l'Est du pays, les relations sont étroites et la coordination opérationnelle fréquente. L'attaque de Koutougou du 19 août 2019, revendiquée par l'EIAO, aurait ainsi bénéficié de l'appui logistique d'Ansarul Islam.<sup>82</sup>

Des divergences existent cependant entre les deux organisations, notamment dans le rapport aux civils ou aux minorités religieuses. Toutes les attaques contre des lieux de culte chrétiens ont eu lieu dans des zones qui relèvent de l'autorité de l'EIAO. Hamadoun Koufa n'a au contraire jamais autorisé d'attaques contre des lieux de culte chrétiens.<sup>83</sup> Par ailleurs, à de rares exceptions près, les nombreuses attaques jihadistes ayant visé des civils au Burkina Faso, qui s'intensifient depuis la fin 2019, sont imputées à la branche locale de l'Etat islamique EIAO.<sup>84</sup> Le GSIM reste opposé au ciblage de populations civiles, à l'exception des notabilités qui le combattent et des indicateurs de l'armée.<sup>85</sup> La coopération opérationnelle s'accompagne aussi de rivalités, illustrées par les défections de combattants d'un groupe au profit de l'autre. Début 2019, un groupe d'une vingtaine de combattants d'Ansarul Islam a proclamé son allégeance à l'Etat islamique.<sup>86</sup> Les relations entre les deux groupes pourraient se détériorer à la faveur des tensions croissantes et des conflits isolés survenus entre le GSIM et l'EIAO au Mali depuis fin 2019.

Les groupes jihadistes, bien que surtout constitués de combattants locaux, restent très liés au Mali, territoire de repli.<sup>87</sup> Ansarul Islam a des bases arrière dans le Gourma malien, alors que les unités locales ralliées à l'EIAO restent liées logistiquement et militairement à leurs principales bases, situées sur un axe reliant le Soum au Gourma malien. Ansarul Islam est largement dépendant des katiba Macina et Serma sur le plan financier mais aussi opérationnel, bénéficiant de leur expertise, d'un appui humain et logistique, notamment en équipement militaire ; en 2019, plusieurs cadres d'Ansarul Islam auraient été envoyés en formation à Mopti (Mali), en

---

<sup>81</sup> Le rapprochement entre le GSIM et l'EIAO a débuté début 2017 au moment de l'annonce du lancement de la Force conjointe du G5 Sahel. Entretien de Crisis Group, source sécuritaire malienne, Bamako, juin 2018.

<sup>82</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, sources sécuritaires, août 2019.

<sup>83</sup> Entretiens électroniques de Crisis Group, acteurs humanitaires de Mopti, juillet 2019.

<sup>84</sup> Voir « Burkina Faso : Flambée d'atrocités commises par des islamistes armés », Human Rights Watch, 6 janvier 2020.

<sup>85</sup> Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire au Soum, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>86</sup> Plus récemment, un chef d'unité d'Ansarul Islam et plusieurs de ses parents ont rejoint l'EIAO après avoir désapprouvé l'enlèvement d'un notable peul suspecté de collusion avec l'armée malienne à Boulikessi (Mali). Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires dans le Soum, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>87</sup> Le territoire malien est également une zone refuge pour les unités burkinabè qui ont enlevé des otages au Burkina Faso. Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires maliennes et nigériennes, Niamey et Bamako, 2019.

zone inondée.<sup>88</sup> Les unités burkinabè de l'EIAO semblent moins dépendantes de leur organisation mère, qui encourage l'autonomie.<sup>89</sup>

### B. *Un terreau propice à l'implantation jihadiste*

L'agenda religieux est marginal pour la plupart des combattants et chefs d'unités jihadistes, essentiellement burkinabè et mus par des objectifs locaux. Pour se développer au Burkina Faso, les groupes jihadistes ont profité des fragilités de l'Etat et instrumentalisé les tensions qui traversent le monde rural. Un petit nombre de cadres idéologiques locaux jouent un rôle central : des prêches de prédicateurs originaires de la zone, à l'instar de Malam et Jafar Dicko dans le Soum, donnent généralement le coup d'envoi de l'implantation jihadiste. Mais les unités combattantes au Burkina sont composées et dirigées par des locaux, dont la plupart n'ont pas suivi de formation religieuse, à l'instar d'Adama Garibou, cadre de l'EIAO probablement tué lors d'une attaque en août 2019.<sup>90</sup>

Pour recruter, les jihadistes exploitent les situations d'injustice, très souvent liées à des conflits fonciers qui se doublent d'enjeux politiques et communautaires. Plutôt qu'un profil type du jihadiste, il existe des situations favorables au recrutement d'individus ou de groupes entiers : des habitants ayant des difficultés à faire valoir leurs droits fonciers, des orpailleurs dont l'accès aux mines est fragilisé, des bandits qui cherchent l'appui des plus puissants. Dans le village de Béléhédé (commune de Tongomayel, province du Soum), la mise en valeur de terres dans le cadre d'un projet de développement de la filière rizicole a attiré des migrants mossi et fulsé à partir de 2013. Plusieurs dizaines de Peul ont été expropriés sans compensation. De plus en plus puissants économiquement, les allochtones, majoritairement fulsé, ont remis en cause l'autorité de l'émir peul de Tongomayel pour désigner leurs propres chefs de villages.<sup>91</sup> Les groupes jihadistes ont profité de l'insatisfaction économique et sociopolitique des Peul de cette zone pour recruter dès 2016 au sein de la communauté, et en particulier parmi les individus expropriés.<sup>92</sup>

Les jihadistes recrutent néanmoins au-delà de ce groupe. La surreprésentation présumée de la communauté peul parmi les jihadistes traduit moins une prédisposition au jihad que l'exposition particulière des éleveurs et des propriétaires fonciers peul à des situations d'injustice et leur plus faible intégration aux institutions étatiques, à commencer par l'école publique. Mais la Katiba Khalid Ben Walid d'Ansar Eddine, qui a conduit la première attaque au Burkina, était dirigée par un Malinké et par des Mossi. Ansarul Islam a d'abord pénétré le Centre-Nord en s'appuyant sur des Mossi : en 2016, à Pissila (province du Sanmatenga), le mouvement jihadiste a bénéficié de l'appui d'un groupe mossi en conflit foncier ouvert avec les autorités.<sup>93</sup> Dans l'Est, les

<sup>88</sup> Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire basé dans le Soum, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>89</sup> L'EIAO pratique pour cela un usage plus souple de la législation islamique en matière de financement des katiba. Entretien de Crisis Group, acteur de la société civile basé dans le Soum, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>90</sup> Entretien électronique de Crisis Group, acteur humanitaire dans le Soum, août 2019.

<sup>91</sup> Les Fulsé, aussi appelés Kurumba, sont une communauté du Burkina Faso essentiellement composée d'agriculteurs.

<sup>92</sup> Entretien de Crisis Group, acteur politique de Béléhédé, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>93</sup> Entretien de Crisis Group, cadre associatif résidant au Centre-Nord, Ouagadougou, juillet 2019.

prêches jihadistes ont ciblé différentes communautés (principalement gourmantché et peul) privées d'accès à la terre, aux ressources aquifères ou aurifères, aux pistes pastorales ou aux zones de chasse et de pêche.<sup>94</sup>

Les jihadistes recrutent aussi parmi les groupes rompus au maniement des armes. Au Burkina Faso, qui n'a connu aucune rébellion, cette catégorie comprend d'anciens militaires ou déserteurs et surtout des bandits de grand chemin. On observe actuellement un processus de jihadisation du banditisme particulièrement notable au Burkina, mais qui se retrouve à des degrés divers dans tout le Sahel. Si certains bandits rejoignent le jihad par conviction, beaucoup le font par opportunisme ou pour se venger de l'Etat et des groupes d'autodéfense.<sup>95</sup> Les bandits burkinabè mis en déroute par les Koglweogo en 2015 et 2016 intéressent les jihadistes pour leur savoir-faire. Dans l'Est, plusieurs bandits originaires de Bogandé – fief du banditisme – ont été recensés parmi les combattants jihadistes, et l'un d'eux, gourmantché, serait chef d'unité.<sup>96</sup> Mais la coopération ne va pas de soi entre ces deux catégories d'acteurs, qui ne partagent ni le même agenda ni le même sens de la discipline.<sup>97</sup>

### C. *Les jihadistes entre agenda local et global*

En 2016, les jihadistes maliens ont étendu leurs activités au territoire burkinabè pour éprouver le dispositif militaire français et trouver de nouvelles zones de repli.<sup>98</sup> Ils ont depuis revu leurs ambitions à la hausse : le Burkina Faso est devenu une terre de jihad où l'objectif est de combattre et chasser l'Etat des territoires, ruraux pour le moment, pour y instaurer la Charia (loi islamique).<sup>99</sup> Cette ambition n'est pas nécessairement celle de la majorité des combattants et sympathisants, animés par des considérations locales.

Les chefs jihadistes au Burkina Faso cherchent à articuler ces intérêts locaux avec l'agenda global qui les anime – l'instauration d'un Etat islamique où la Charia serait la seule source de droit. Les prêches jihadistes associent promotion de préceptes religieux et dénonciation des injustices locales.<sup>100</sup> Les chefs religieux d'un groupe donné maintiennent le lien entre les dirigeants et les cellules locales et veillent à ce que celles-ci se conforment aux règles du groupe (application de la Charia, attitude vis-à-

---

<sup>94</sup> Entretiens de Crisis Group, personnalités de l'Est et expert des questions sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>95</sup> Dans les années 2000, les opérations des forces burkinabè contre le banditisme ont donné lieu à des abus qui alimentent les ressentiments. Le Mouvement burkinabè des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP) s'est indigné, dans un communiqué en 2002, des dommages collatéraux de ces opérations sur les populations civiles. « Polémique sur des exécutions extrajudiciaires », RFI, 6 février 2002.

<sup>96</sup> Courriels de Crisis Group, sources sécuritaires à l'Est, mars 2019.

<sup>97</sup> Les bandits sont l'une des quatre cibles du jihad armé avec les infidèles, les apostats et les rebelles. M.T. Urvoy, « Guerre et paix », dans M.A. Amir-Moezzi (dir.), *Dictionnaire du Coran* (Paris, 2007), p. 372-377.

<sup>98</sup> Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires et humanitaires, Ouagadougou et Bamako, 2017-2019.

<sup>99</sup> Voir le communiqué de revendication des attaques de Nassoumbou et Baraboulé, GSIM, 16 septembre 2019.

<sup>100</sup> Rapport de Crisis Group, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, op. cit.

vis des civils, notamment). Ils savent cependant se montrer moins rigoristes pour accommoder ceux qui rejoignent le mouvement pour des raisons plus prosaïques.<sup>101</sup>

L'autonomie dont jouissent les unités jihadistes au Burkina Faso permet aux combattants de satisfaire leurs intérêts locaux, voire personnels.<sup>102</sup> Elles combattent comme bon leur semble tant que cela ne contredit pas frontalement les orientations globales du jihad et qu'elles restent à la disposition des dirigeants installés surtout au Mali pour participer aux opérations d'envergure. Cette autonomie semble plus poussée au sein de l'EIAO que du GSIM. Les desseins personnels (vengeance, appât du gain) de chefs d'unité de l'EIAO motivent parfois les attaques même si elles s'inscrivent aussi dans le cadre de l'expansion territoriale encouragée par les dirigeants jihadistes. Les violences contre les populations et élus fulsés à Arbinda ont ainsi démarré à la suite de l'assassinat du chef peul de Gaskindé, neveu du chef des opérations de l'EIAO au Burkina Faso. Son désir de vengeance a servi l'ambition de l'organisation d'étendre ses activités dans l'Est du Soum.<sup>103</sup>

Cette autonomie peut cependant nuire aux objectifs de certains groupes jihadistes lorsqu'elle nourrit les violences locales entre communautés. D'un côté, en laissant leurs combattants s'impliquer dans ces conflits, les jihadistes, en particulier l'EIAO, répondent aux aspirations d'une partie de leur base – en l'occurrence essentiellement peul – soucieuse de protéger et/ou venger leur communauté. De l'autre, en soutenant un groupe local, les jihadistes nourrissent la *fitna* (division tribale) et compromettent leur projet d'unifier la communauté des croyants.<sup>104</sup> Des désaccords existent au sein de ces mouvements sur la stratégie à suivre. Le GSIM est jusqu'ici plus réticent que l'EIAO à exploiter les tensions communautaires.<sup>105</sup>

L'expansion jihadiste au Burkina pourrait se poursuivre et créer de nouveaux foyers de violence dans le pays, ouvrant même un couloir d'accès vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.<sup>106</sup> Les facteurs qui ont facilité la pénétration jihadiste sont communs à la plupart des régions du pays : l'existence de tensions foncières, la compétition pour les espaces miniers, le banditisme rural, ou encore la stigmatisation croissante de communautés supposées proches des jihadistes, comme les pasteurs peul.<sup>107</sup> Les groupes armés sont actuellement très mobiles et peuvent, pour des raisons stra-

<sup>101</sup> Ce pragmatisme est également observé au centre du Mali. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°276, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, 28 mai 2019.

<sup>102</sup> Cette autonomie est assumée à un niveau global tant par le GSIM que l'EIAO, mais elle est particulièrement importante au Burkina Faso du fait que ces groupes y jouissent d'une emprise limitée pour contrôler l'action de leurs unités.

<sup>103</sup> Entretiens de Crisis Group, sources humanitaires et sécuritaires du Soum, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>104</sup> Entretien de Crisis Group, spécialiste des groupes jihadistes, conversation électronique, juillet 2019.

<sup>105</sup> « Les violences armées au Sahara : du djihadisme aux insurrections ? », Institut français des relations internationales, décembre 2019.

<sup>106</sup> Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°149, *L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste*, 20 décembre 2019.

<sup>107</sup> La communauté peul devient une cible de violences dans de nombreuses régions du pays. Ainsi, dans le Centre-Est, le 23 février 2019, l'exécution de trois civils peul par des Koglweogo à Bittou (village de Sawenga) est de nature à engendrer des frustrations propices à l'implantation jihadiste.

tégiques, se replier dans des zones moins soumises à la pression militaire.<sup>108</sup> Les tensions foncières et communautaires à l'Ouest du pays sont particulièrement préoccupantes. Les affrontements entre Peul et Dozo menacent de gagner en intensité et d'exposer une partie de la Boucle du Mouhoun à des violences locales à base communautaire.<sup>109</sup> Des incidents plus isolés survenus ailleurs, notamment dans la région du Sud-Ouest, indiquent la volonté jihadiste de s'étendre au-delà de la partie septentrionale du pays.<sup>110</sup>

Loin de se résumer à un jihad global guidé par un agenda religieux, le jihadisme au Burkina est avant tout composé d'insurgés burkinabè dont le basculement dans la violence s'explique par des facteurs locaux. Dans ce contexte, une réponse essentiellement militaire ne traite pas les causes du problème.

---

<sup>108</sup> Dans le Centre-Sud, trois incidents sécuritaires en juillet et août 2019, l'un ciblant deux gardes forestiers dans la Ponasi, les deux autres ciblant la gendarmerie à Pô, signalent l'activité de groupes armés encore mal identifiés dans cette zone.

<sup>109</sup> Ces affrontements ne sont pas seulement importés du Mali, ils reposent aussi sur des concurrences foncières, en particulier autour de la réserve pastorale de Barani.

<sup>110</sup> Entretien de Crisis Group, chercheur spécialiste du Sud-Ouest, Ouagadougou, juillet 2019.

## V. Des réponses de l'Etat insuffisantes ou contre-productives

Les autorités burkinabè n'ont jusqu'ici pas été en mesure de limiter la propagation des groupes jihadistes, en dépit de quelques succès notables enregistrés depuis fin 2019, dont les attaques repoussées à Arbinda le 24 décembre et à Inata le 3 janvier 2020.<sup>111</sup> Alors que les réponses apportées sont essentiellement militaires, les forces armées sont mal préparées à une menace asymétrique inédite. Jusqu'en août 2014, le gouvernement de Compaoré semblait protégé par les relations qu'il entretenait avec des groupes jihadistes, dont les capacités étaient alors bien plus limitées.<sup>112</sup> Les bouleversements qu'ont connus les forces armées durant la transition de 2014-2015 limitent leur capacité à s'adapter. Face à ces difficultés, la tentation est grande de recourir à des groupes armés non étatiques, Koglweogo ou autres volontaires.

### A. Les lacunes de l'appareil sécuritaire

Le manque de capacités humaines et matérielles des forces de défense et de sécurité est un frein à la lutte contre-insurrectionnelle. Le manque d'unités spéciales formées aux conflits asymétriques et la faiblesse des moyens aériens en sont des illustrations. Le maillage sécuritaire est faible : les forces burkinabè sont complètement absentes de 30 pour cent du territoire et inégalement réparties sur un autre tiers du territoire (seule l'armée ou la gendarmerie est présente) ; seulement 18 pour cent des forces sont en première ligne (exposées à des situations de combat).<sup>113</sup> Que les groupes jihadistes aient pu s'implanter rapidement dans l'Est du pays tient notamment au fait que cette région – peu densément peuplée – enregistrait jusqu'en 2018 le plus faible taux de couverture par les forces de défense et de sécurité.<sup>114</sup>

Les forces burkinabè connaissent également des fractures internes et des fragilités dont les origines sont anciennes. Compaoré a cantonné l'armée et la gendarmerie à des rôles secondaires en limitant leur équipement au profit du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), véritable garde prétorienne qui relevait de la présidence.<sup>115</sup> Cette tendance s'est accentuée après les mutineries de l'armée et de la police en 2011. Les armes lourdes et sophistiquées ont été convoyées au siège du RSP, les poudrières

<sup>111</sup> « Attaque au Burkina : 7 soldats, 35 civils, et 80 terroristes tués », Le Figaro, 25 décembre 2019 ; « Une attaque repoussée à Inata », Burkina24, 3 janvier 2020.

<sup>112</sup> L'ancien pouvoir jouait un rôle d'intermédiaire auprès de ces groupes jihadistes, qui le ménageaient en retour. A plusieurs reprises, AQMI et le GSIM ont regretté le temps de Compaoré. « Le Burkina Faso se serait trouvé loin et passé de cette guerre sans le gouvernement du coup d'Etat soutenu par la France », selon un communiqué du GSIM du 5 septembre. Il est toutefois possible que cette alliance ait été remise en question à partir de 2013-2014. L'engagement du Burkina Faso au sein de la Minusma a été décidé sous Compaoré et le contingent burkinabè fut attaqué pour la première fois en août 2014. « Deux morts et des blessés parmi les soldats burkinabè de la Minusma suite à une attaque suicide », communiqué du directeur de la communication et des relations publiques des armées, 17 août 2014.

<sup>113</sup> Ces données sont issues d'un rapport financé par la coopération belge dans le cadre d'un projet de l'Union européenne au profit du ministère de la Sécurité. Entretien de Crisis Group, coopérant européen, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>114</sup> Entretien de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, mars 2019.

<sup>115</sup> « Burkina : RSP, garde à vous ! », *Jeune Afrique*, 18 juin 2015.

ont été vidées et une grande partie de l'armée a été privée de munition et d'entraînement à partir du second semestre 2011.<sup>116</sup> Les mutineries ont signalé une rupture profonde entre les troupes et les officiers supérieurs sur fond d'accusations de corruption et de favoritisme.<sup>117</sup>

L'insurrection de 2014 et ses suites ont accentué la méfiance entre les politiques et les hommes en uniforme et fragilisé un peu plus l'appareil de sécurité. Après la chute de Compaoré puis le coup d'Etat de septembre 2015, le gouvernement a dissous le RSP, diminuant fortement les capacités militaires du pays.<sup>118</sup> Avec ses 1 300 hommes, cette unité représentait près de 10 pour cent des effectifs de l'armée ; elle constituait un corps d'élite et surtout la base d'un service de renseignement extrêmement efficace, reposant non sur une institution mais sur les épaules du chef d'état-major particulier de Compaoré, Gilbert Diendéré.<sup>119</sup> Après les mutineries de 2011, des hauts gradés avaient déjà été arrêtés ou limogés et 566 membres de l'appareil de sécurité avaient été radiés. L'armée burkinabè souffre aujourd'hui d'un déficit à la fois de soldats aguerris et d'officiers en mesure d'occuper des fonctions intermédiaires.<sup>120</sup>

Reconstruire une architecture de renseignement sur les décombres du RSP constitue un défi majeur pour le nouveau gouvernement. L'Agence nationale du renseignement (ANR), créée en 2015, fait face à plusieurs obstacles. Elle se heurte à des rivalités entre services et aux antagonismes qui opposent de longue date police et gendarmerie.<sup>121</sup> Le pays souffre donc d'un problème de collecte de renseignements par un appareil en reconstruction et manquant de moyens modernes.<sup>122</sup> Le renseignement humain reste faillible, souvent biaisé par la partialité des indicateurs locaux, et fragilisé par l'exécution des informateurs par les jihadistes.<sup>123</sup> Les forces burkinabè tendent également à considérer tout individu en contact avec des jihadistes comme complice, faute de pouvoir déterminer son niveau d'implication.<sup>124</sup> Sur le plan humain, la reconstitution d'un réseau complet d'informateurs fiables prendra des années. En matière d'analyse, une jeune génération de spécialistes devra être formée à une menace d'un genre nouveau.<sup>125</sup>

<sup>116</sup> « Vers une réforme du système de sécurité burkinabé ? », op. cit.

<sup>117</sup> Rapport de Crisis Group, *Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes*, op. cit. Cela s'étend à la police nationale. En 2017, après une manifestation de policiers dénonçant l'opacité des « services payés » (prestations privées rémunérées) à des entreprises, une enquête interne a mis au jour un système de corruption au sein de la police nationale. « Services payés de la police nationale : un rapport accablant », *L'Economiste du Faso*, 29 mai 2017.

<sup>118</sup> « Burkina Faso government disbands elite unit behind coup », Reuters, 25 septembre 2015.

<sup>119</sup> Entretien de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>120</sup> Entretien de Crisis Group, attaché de sécurité intérieure d'une antenne diplomatique, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>121</sup> L'armée partagerait peu de renseignements avec une agence dirigée par un gendarme. Ibid.

<sup>122</sup> Plusieurs responsables politiques et militaires burkinabè déplorent le manque de soutien des partenaires, à commencer par la France, en matière de renseignement. Entretien de Crisis Group, acteurs politiques et militaires, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>123</sup> Entretien de Crisis Group, acteurs de milieux sécuritaires et civils, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>124</sup> Les autorités considèrent tout individu en contact (y compris téléphonique) avec un présumé jihadiste, ne serait-ce que pour lui vendre de la nourriture, ou refusant de collaborer avec les forces de défense et de sécurité comme jihadiste. Entretien de Crisis Group, sources sécuritaires burkinabè, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>125</sup> Entretien de Crisis Group, cadre du renseignement burkinabè, Ouagadougou, juillet 2019.



La transition de 2014-2015 a suscité des rivalités entre gendarmes et militaires, qui perdurent aujourd'hui. Les gendarmes occupent des positions stratégiques autour de Kaboré : le commandant de l'Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie nationale (USIGN) aurait l'oreille du président et le directeur de l'ANR est l'un de ses amis d'enfance. A l'inverse, le président semble se méfier d'une armée qu'il a déclaré vouloir « dépolitiser ». <sup>126</sup> Il a exclu de nommer des militaires au rang de ministres, y compris à la Défense. <sup>127</sup> Depuis 2015, des rumeurs de coup d'Etat ont circulé, menant à l'arrestation de l'ancien ministre de la Sécurité et pilier de la transition, le colonel Auguste Denise Barry, proche de l'ancien Premier ministre Yacouba Isaac Zida, qui fut numéro deux du Régiment de sécurité présidentielle sous Compaoré et est actuellement en exil au Canada. <sup>128</sup> Le mécontentement de l'armée est renforcé par le fait que la responsabilité de la lutte antiterroriste est confiée à des unités de la gendarmerie. <sup>129</sup>

Dans ce contexte, les risques de mutineries ou même de coup d'Etat semblent réels. De nombreux soldats déployés contre les groupes jihadistes contesteraient la manière dont sont conduites les opérations et dénonceraient l'absence de soutien. <sup>130</sup> Manquant cruellement de moyens, ils se disent réduits à une position défensive, se sentent découragés et reconnaissent se déplacer de moins en moins. <sup>131</sup> La stratégie antiterroriste repose sur des unités spéciales récemment créées et essentiellement issues de la gendarmerie, déployées depuis Ouagadougou le temps d'opérations spéciales qui impliquent rarement les forces conventionnelles déjà présentes sur le terrain. <sup>132</sup> Les services de renseignement burkinabè suivent de près ces rumeurs de troubles au sein des casernes, au détriment d'autres défis sécuritaires. <sup>133</sup>

Entre décembre 2018 et février 2019, le président Kaboré a procédé à un vaste remaniement de la hiérarchie militaire, dans l'espoir de maintenir le calme au sein des unités et d'impulser une nouvelle dynamique antiterroriste. Il a également remplacé les ministres de la Défense et de la Sécurité. <sup>134</sup> Mais ce remaniement n'a pas eu l'effet positif escompté, et les mouvements d'humeur se sont poursuivis. En août 2019, après l'attaque de Koutougou, la plus meurtrière depuis 2016, le régiment en charge du détachement de Koutougou bloque l'accès au Camp Guillaume, où stationne le régiment qui gère le détachement de Koutougou. <sup>135</sup> Un mois plus tard, des militaires d'un régiment de Dédougou obtiennent le remplacement de leur chef de corps accusé « d'être en contact » avec des jihadistes ; une enquête interne l'aurait depuis

<sup>126</sup> « Le Burkina veut dépolitiser son armée », AFP, 5 février 2016.

<sup>127</sup> Entretien de Crisis Group, responsable du ministère de la Défense, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>128</sup> « Burkina Faso : qui est le colonel Barry, le bras droit de Zida ? », *Jeune Afrique*, 9 décembre 2014.

<sup>129</sup> Entretien de Crisis Group, responsable sécuritaire, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>130</sup> Entretiens de Crisis Group, sources diplomatiques, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>131</sup> Ibid. « C'est l'abattoir » : face aux attaques terroristes, la colère monte chez les militaires burkinabés », *Le Monde*, 2 octobre 2019.

<sup>132</sup> Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>133</sup> Entretiens de Crisis Group, responsables d'ONG internationales et ancien haut fonctionnaire, Ouagadougou, février 2019.

<sup>134</sup> « Roch, acte II : un remaniement avec la présidentielle en ligne de mire », *Jeune Afrique*, 6 février 2019.

<sup>135</sup> « La colère de certains militaires après l'attaque de Koutougou », RFI, 24 août 2019. L'attaque de Koutougou a causé la mort d'au moins 24 militaires.

innocenté.<sup>136</sup> Ce genre d'incidents risque même de se multiplier si les forces de défense et de sécurité continuent de subir d'importants revers. Ces mécontentements ont par contre pu être apaisés, au moins temporairement, par les quelques succès enregistrés par ces forces depuis décembre 2019.<sup>137</sup>

### B. *Un usage disproportionné de la force*

Depuis fin 2018, la hausse de l'insécurité a conduit les autorités à intensifier la réponse militaire. La nomination en janvier 2019 du nouveau ministre de la Défense, Chérif Sy, réputé pour son intransigeance, a donné le signal de cette dynamique.<sup>138</sup> Des unités spéciales de gendarmerie et des forces militaires conventionnelles ont mené des opérations de plus grande envergure qu'auparavant.<sup>139</sup> En parallèle, l'armée de terre considérée comme une armée de caserne, jamais déployée dans des opérations majeures depuis la brève guerre avec le Mali en décembre 1985, a conduit deux opérations d'envergure dans la région de l'Est (opération Otapuanu) et celle du Sahel (opération Ndofu) entre mars et mai 2019.<sup>140</sup>

Ces interventions militaires ont produit peu de résultats. À l'Est, l'opération Otapuanu a repoussé et quelque peu désorganisé les groupes jihadistes. Depuis septembre 2019, le déploiement, appelé à durer, de près de 2 000 hommes y maintient un ordre très précaire.<sup>141</sup> Si le nombre d'attaques de grande ampleur a baissé dans la région après la fin de l'opération en avril, les assassinats ciblés, les enlèvements et le harcèlement de la population se sont poursuivis : entre mai 2019 et novembre 2019, plus de 80 actes criminels ont été recensés.<sup>142</sup> L'attaque contre un convoi escorté de la Semafo, une compagnie minière canadienne, le 6 novembre à Boungou, démontre que les groupes jihadistes sont toujours en mesure de conduire des attaques ambitieuses dans les zones rurales. Loin d'être isolée, elle coïncide avec un regain d'activité jihadiste dans la région.<sup>143</sup>

Ailleurs, en particulier au Sahel, les opérations militaires n'ont pas réduit la menace et ont peut-être même aggravé la situation. Au cours des huit premiers mois de l'année 2019, 416 incidents violents ont été recensés dans la région, causant la mort

<sup>136</sup> « 23<sup>ème</sup> RIC : Les non-dits du limogeage du chef de corps », *L'évènement*, 10 octobre 2019.

<sup>137</sup> Plusieurs récentes attaques ont été repoussées comme à Arbinda, à Inata, à Pissila ou encore à Barani.

<sup>138</sup> Fils du général Baba Sy, Chérif Sy est journaliste de carrière. Il fut président du Conseil national de transition en 2015 avant de devenir Haut Représentant du chef de l'Etat en 2017.

<sup>139</sup> Les unités spéciales de la gendarmerie, essentiellement l'USIGN et l'escadron porté de la gendarmerie, sont à l'avant-garde de la réponse antiterroriste depuis l'arrivée au pouvoir du président Kaboré. L'escadron porté, que certains appellent « escadrons de la mort » du fait de sa présence lors d'opérations qui auraient pris pour cible des civils, reste une unité largement méconnue. Selon ses détracteurs, elle n'aurait pas d'existence légale faute d'un arrêté de création. Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>140</sup> Entretien de Crisis Group, ancien militaire, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>141</sup> L'armée a bénéficié du retour du bataillon de 850 hommes déployé au Mali dans le cadre de la Minusma. Entretien de Crisis Group, Secrétaire Général du ministère de la Défense, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>142</sup> Recensement réalisé par un acteur humanitaire au Burkina Faso et consulté par Crisis Group.

<sup>143</sup> Entretiens électroniques de Crisis Group, acteurs humanitaires et élus locaux basés à l'Est, novembre 2019.

de 927 personnes, contre 330 évènements violents et 287 individus tués de 2016 à 2018.<sup>144</sup> Depuis début 2019, les forces armées burkinabè auraient commis des exécutions sommaires d'individus soupçonnés de coopérer avec les jihadistes dans plusieurs localités, notamment à Kain, Banh, Titao et Barani.<sup>145</sup> Des organisations de défense des droits humains estiment qu'au moins 200 personnes en ont été victimes, et doutent de leurs liens avec des groupes jihadistes.<sup>146</sup> Deux autres opérations militaires, en mars et en avril 2019 dans des sites aurifères artisanaux près d'Inata, à Tchiembolo et Filio, auraient tué plusieurs dizaines d'individus.<sup>147</sup> D'autres exécutions sommaires auraient eu lieu à l'Est, dans la Boucle du Mouhoun ou dans le nord, et, fin 2019, dans plusieurs localités du Soum.<sup>148</sup> Les chancelleries occidentales se disent inquiètes face à ce phénomène.<sup>149</sup>

Les autorités reconnaissent que des civils ont pu être des victimes collatérales des opérations militaires, mais contestent formellement l'ampleur des exactions dénoncées par les organisations de défense des droits humains.<sup>150</sup> Elles précisent que toutes les opérations sont le fruit de renseignements précis et respectent le principe de « gradation de la force ».<sup>151</sup> En coulisses, des responsables soulignent que le pays, « en guerre contre le terrorisme », n'a pas d'autre option que d'employer la force pour dissuader les civils de collaborer avec l'ennemi et rassurer l'opinion publique avec des résultats chiffrés.<sup>152</sup> Une partie importante de l'opinion publique dans la capitale semble également convaincue que les pertes civiles sont inévitables.<sup>153</sup>

<sup>144</sup> Données issues de base de données d'ACLED, consultées le 8 septembre 2019.

<sup>145</sup> Pour Kain, voir « Que s'est-il passé à Kain-Ouro et environnants le 4 février 2019 ? », Mouvement Burkinabè des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), mars 2019. Pour Titao, voir « Memento sur les exécutions sommaires du 12 mai dans la province du Lorum, région du Nord », Kisal, 15 mai 2019. Pour Barani, entretiens de Crisis Group, notabilités de la Boucle du Mouhoun, Ouagadougou, juillet 2019. « “Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là”. Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso », Human Rights Watch, mars 2019.

<sup>146</sup> Les organisations de la société civile qui ont enquêté sur les cas précités, comme le MBDHP, le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC), Kisal ou Human Rights Watch doutent de l'implication réelle des civils dans le jihadisme. Entretiens de Crisis Group, responsables de la société civile, 2019.

<sup>147</sup> Les estimations du nombre de morts varient entre 40 et 200. Entretiens de Crisis Group, habitants de la province du Soum, Ouagadougou, juillet 2019. Les autorités n'ont pas communiqué à ce sujet et plusieurs responsables burkinabè disent ne pas avoir connaissance de ces événements ou en avoir connaissance sans pouvoir confirmer. Entretiens de Crisis Group, responsables burkinabè, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>148</sup> « Dans le nord du Burkina Faso, les exactions de l'armée contrarient la lutte antiterroriste », *Le Monde*, 12 mai 2018. Entretiens électroniques de Crisis Group, acteurs humanitaires et de la société civile du Soum, 8 janvier 2020.

<sup>149</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>150</sup> Dans un entretien, le ministre de la Défense critique ces organisations. « I question France's motives », *Mail&Guardian*, 4 juin 2019. Plusieurs responsables militaires burkinabè rencontrés par Crisis Group tiennent le même discours. Le chef d'état-major de l'armée a publiquement reconnu ces bévues dans le cadre de l'opération Otapuanu. Voir « Opération Otapuanu : plusieurs présumés terroristes neutralisés, une centaine interpellée », *Sidwaya*, 14 avril 2019.

<sup>151</sup> Entretien de Crisis Group, responsable militaire, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>152</sup> Entretien de Crisis Group, personnalité politique burkinabè, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>153</sup> Entretien de Crisis Group, leaders d'opinion, Ouagadougou, septembre 2019.

Les exécutions extrajudiciaires s'avèrent doublement contre-productives.<sup>154</sup> Les autorités se privent de renseignements en éliminant des suspects plutôt qu'en les interrogeant et elles nourrissent le ressentiment des familles, dont certains membres sont tentés de rejoindre les jihadistes.<sup>155</sup> Les forces burkinabè évaluent souvent le degré de radicalisation d'un individu au regard de ses connexions, réelles ou supposées, avec les jihadistes. Or, de nombreux villages sous pression jihadiste n'ont d'autres options que de se soumettre à leur autorité. Cet amalgame fonctionne comme une prophétie autoréalisatrice : l'entourage des personnes indexées finit par chercher protection, ou vengeance, auprès des jihadistes. Depuis début 2019, l'ampleur des violences commises par l'armée contre les civils (souvent peul) pousse des villages entiers à se ranger du côté des jihadistes.<sup>156</sup> Une personnalité du Sahel résume la situation ainsi : « l'opération Ndofo (déraciner en mooré) n'a pas déraciné, mais semé le jihadisme ».<sup>157</sup>

Les lacunes du système judiciaire, en particulier l'engorgement des prisons et le blocage des tribunaux chargés de juger les suspects, semblent favoriser les abus de l'armée. En mars dernier, plus de 700 individus soupçonnés d'appartenir à un groupe terroriste étaient détenus dans les prisons du pays.<sup>158</sup> La justice n'a jugé aucun détenu de ce type depuis 2015, tandis que le pôle antiterroriste, créé en 2017 et qui a la charge de la plupart de ces dossiers, est tout juste opérationnel.<sup>159</sup> En l'état actuel de ses moyens humains, à savoir 24 personnes, il ne peut absorber un nombre si important de dossiers. Dans ce contexte, une partie de l'appareil sécuritaire semble considérer le recours à la justice comme illusoire.<sup>160</sup> Cet état d'esprit ouvre la voie à des exécutions sommaires, que les autorités considèrent comme des actes de guerre, au mépris des conventions de Genève.<sup>161</sup>

### *C. Le danger du recours aux groupes d'autodéfense*

Le 7 novembre 2019, le président Kaboré a appelé à la mobilisation des « volontaires pour la défense du Faso » pour lutter contre les « terroristes ».<sup>162</sup> Ce projet sonne comme un aveu de l'incapacité des forces de défense et de sécurité à assurer seules la sécurité du territoire. La loi adoptée le 21 janvier 2020 prévoit que tout volon-

<sup>154</sup> Elles contreviennent aussi aux conventions de Genève dont le Burkina Faso est signataire.

<sup>155</sup> Les enfants de trois notabilités de villages du Centre-Nord et du Soum exécutés ont rejoint les groupes jihadistes. Les récits similaires sont nombreux. Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires et de la société civile basés dans les régions du Sahel et du Centre-Nord, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>156</sup> Certains villages de la province du Soum se sont déplacés au Mali pour trouver protection auprès des groupes jihadistes dès le début de l'opération Ndofo.

<sup>157</sup> Entretien de Crisis Group, notabilité du Sahel, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>158</sup> « Burkina Faso : environ 700 terroristes présumés détenus dans des prisons de haute sécurité (gouvernement) », Xinhua, 15 mars 2019.

<sup>159</sup> Ce pôle s'appuie sur la nouvelle Brigade spéciale d'investigation antiterroriste (BSIAT) dont le responsable n'a été nommé qu'en mars 2019. Les vingt officiers de police judiciaire (issus de la gendarmerie et de la police) qui composent la brigade sont en formation. Entretiens de Crisis Group, acteurs du monde judiciaire burkinabè, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>160</sup> Entretiens de Crisis Group, responsables militaires, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> « Kaboré appelle à la mobilisation générale contre le terrorisme », VOA Afrique, 8 novembre 2019.

taire engagé comme « auxiliaire pour la défense de son village ou secteur de résidence » reçoive une formation d'une durée de quatorze jours, sans préciser la nature de l'armement dont ils seront dotés. Elle stipule également qu'ils devront « obéissance à l'autorité militaire ». <sup>163</sup> Cet appel renvoie à la mobilisation citoyenne durant la révolution sankariste, un pan important de l'histoire burkinabè. <sup>164</sup> Elle répond aussi à la volonté d'une partie de la population de s'engager dans la lutte antiterroriste. <sup>165</sup>

Cette stratégie vise à renforcer rapidement la capacité des forces armées. Elle risque cependant de s'avérer contre-productive si les volontaires ne sont pas parfaitement encadrés conformément à ce que prévoit la récente loi. L'Etat burkinabè n'a jamais réussi jusqu'ici à assurer un encadrement satisfaisant des Koglweogo. On peut dès lors s'interroger sur la capacité de son armée – déjà en sous-effectif – à assurer une tutelle effective des volontaires, d'autant que nombre de ces derniers seront probablement issus des Koglweogo. L'expérience des voisins du Burkina Faso devrait inciter à la prudence : au Mali comme au Niger, le recours à de groupes armés non étatiques contre les jihadistes n'a jamais constitué un outil efficace dans la lutte contre-insurrectionnelle ; il a aussi engendré des violences contre les civils. <sup>166</sup> Au Centre-Nord du Burkina, l'engagement des Koglweogo dans la lutte antiterroriste a paradoxalement été l'un des principaux moteurs des insurrections jihadistes depuis début 2019 (voir annexe D).

Les Koglweogo, qui recrutent majoritairement parmi les communautés fulsé et mossi, ont perturbé les équilibres entre communautés locales au Centre-Nord. En s'arrogeant des prérogatives de police et de sécurité, ils se sont volontairement ou non rendus complices de règlements de comptes, souvent autour d'enjeux fonciers et au détriment de la communauté peul. En 2017, les Koglweogo de Boulsa (Centre-Nord) s'engagent dans la lutte antiterroriste, dans l'indifférence complice des autorités, et les Peul deviennent leurs cibles prioritaires. Ces derniers cherchent alors la protection des Rouga, groupes peul chargés de protéger les troupeaux, perçus en retour par les Koglweogo comme des « jihadistes déguisés ». <sup>167</sup> Lutte antiterroriste, règlements de compte personnels et, par extension, communautaires deviennent ainsi indissociables.

C'est dans ce climat de méfiance réciproque et de forte stigmatisation de la communauté peul que surviennent deux massacres. Dans la nuit du 31 décembre 2018 au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des hommes armés non identifiés tuent six personnes à Yirgou, dont le chef du village mossi et son fils. En réaction, les Koglweogo soutenus par les populations, essentiellement mossi, tuent entre cent et deux-cent civils peul. <sup>168</sup> Ce massacre est suivi fin mars de celui d'Arbinda (Soum), frontalier du Centre-Nord, perpétré par des Fulsé contre des Peul. <sup>169</sup>

<sup>163</sup> Loi portant institution des volontaires pour la défense de la patrie, consultée par Crisis Group.

<sup>164</sup> Ce recours aux volontaires se fera cependant dans un contexte bien différent des années 1980 : il ne s'agira pas de débusquer les forces conservatrices et néocoloniales au sein de la société burkinabè mais d'affronter des insurgés lourdement armés et déterminés.

<sup>165</sup> Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>166</sup> « Avant, nous étions des frères », Human Rights Watch, 7 décembre 2018.

<sup>167</sup> Voir Annexe D. Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile et Koglweogo de Boulsa, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>168</sup> « Au moins 210 morts lors du massacre du 1er janvier », VOA, 4 février 2019.

<sup>169</sup> « Au moins 62 personnes ont été tuées à Arbinda », VOA, 4 avril 2019.

Les massacres perpétrés par des Koglweogo, soutenus par une partie des communautés locales, produisent le même effet que les exactions des forces de défense et de sécurité : les Peul se rapprochent des jihadistes à des fins de vengeance, de protection ou même parce que les exactions dont ils sont victimes finissent par les convaincre que les jihadistes disent vrai. Ces derniers ont grandement profité de la détérioration de la situation au Centre-Nord pour étendre leur influence. Plusieurs dizaines de Koglweogo ont quant à eux été tués, et de nombreux autres ont fui les combats ou la justice.<sup>170</sup>

L'appel à la mobilisation des « volontaires » laisse craindre la répétition de scénarios similaires dans d'autres régions du Burkina. Cet appel trouve un fort écho au sein des initiatives locales de sécurité existantes, notamment les Koglweogo, très majoritairement mossi. Celles-ci risquent, en contribuant à des opérations antiterroristes auxquelles elles ne sont pas formées, de cibler de simples civils assimilés aux jihadistes, en particulier au sein de la communauté peul. Elles risquent également d'être victimes de la violence croissante de la branche locale de l'Etat islamique à l'égard des civils. Le chef de file de l'opposition politique brandit même le risque de « guerre civile ».<sup>171</sup> Cette perspective ne peut être écartée alors que la communauté peul est la deuxième du pays (8,4 pour cent de la population) et que les violences ciblant les civils prennent de l'ampleur.<sup>172</sup> En 2019, 934 civils ont été tués par des groupes armés, contre 157 de 2015 à 2018.<sup>173</sup>

Pour de nombreux observateurs, le renforcement des groupes locaux de sécurité aurait, outre des visées sécuritaires, des objectifs électoralistes.<sup>174</sup> L'appel du président semble en réalité entériner ce qui existe discrètement depuis l'été 2019, à savoir l'armement, l'équipement ou le financement de Koglweogo.<sup>175</sup> Certains craignent que des Koglweogo et/ou les nouveaux « volontaires » soient instrumentalisés par l'aile dure du parti au pouvoir, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), à l'approche du scrutin de 2020.<sup>176</sup> Dans ce contexte, l'arrestation durant quelques semaines, début

---

<sup>170</sup> L'arrestation de Koglweogo impliqués dans le massacre de Yirgou début août 2019 a accéléré les démobilisations, beaucoup craignant d'être arrêtés.

<sup>171</sup> Réunion du Cadre de concertation du chef de file de l'opposition politique (CFOP), tenue le 12 novembre 2019.

<sup>172</sup> « Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples », Institut national de la statistique et de la démographie, 2010.

<sup>173</sup> Données consultées sur le site internet d'ACLED.

<sup>174</sup> Le communiqué du CFOP du 12 novembre 2019 craint l'instrumentalisation politique de ces « volontaires ». En juillet déjà, une réunion au ministère de la sécurité avait pour objet de discuter la contribution des Koglweogo à la sécurisation du scrutin de 2020. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, observateurs politiques burkinabè, novembre 2019.

<sup>175</sup> Entretiens de Crisis Group, ancien militaire et diplomate, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>176</sup> Cette aile dure est incarnée par Simon Compaoré. Ancien directeur de cabinet de Blaise Compaoré (avec qui il n'a aucune relation de parenté) à l'époque Sankara, il supervise les Comités de défense de la révolution (CDR). Ancien maire de Ouagadougou, il est l'un des caciques du MPP. Le courant qu'il incarne estime que les dignitaires de l'ancien pouvoir entretiennent l'instabilité actuelle pour saboter la tenue du scrutin. Le discours du président du 7 novembre a d'ailleurs été devancé de peu par un communiqué du MPP qui appelle à un « sursaut patriotique avec le concours des populations et des milices d'autodéfense et de sécurité ». Communiqué du MPP, 7 novembre 2019. Au sujet de Simon Compaoré, voir « Burkina Faso : Simon Compaoré, toujours prêt », *Jeune Afrique*, 9 mai

2020, du chef des Koglweogo de Boulsa, Boureima Nadbanka, pour son rôle supposé dans le massacre de Yirgou, a peut-être été en partie motivée par le fait qu'il n'était pas aligné sur les objectifs politiques des autorités.<sup>177</sup> Si cette tentation se confirmait, elle encouragerait l'opposition en retour à chercher l'appui d'autres groupes locaux, en particulier les Dozo, rivaux des Koglweogo à l'Ouest. Les tensions persistantes entre le pouvoir actuel et les partisans de l'ancien président Compaoré créent donc un risque de milicianisation du pays.

L'annonce du président, sans doute précipitée par l'attaque de Boungou, qui a suscité une vive émotion dans le pays, a devancé le nécessaire travail de concertation sur les modes d'encadrement des volontaires. Dès les jours qui ont suivi, des exactions contre des civils peul ont eu lieu dans les régions du Nord, du Centre-Nord ou encore dans l'Est.<sup>178</sup> L'ancien secrétaire général des Comités de défense de la révolution (CDR) alertait déjà publiquement le 15 octobre sur le danger d'un manque d'encadrement des groupes d'autodéfense.<sup>179</sup> Il y a urgence à enrayer un possible emballement des violences, dont personne ne sortirait gagnant.

#### D. *La (difficile) construction du nexus sécurité-développement*

Le gouvernement comme ses partenaires internationaux présentent le « nexus sécurité-développement » comme la pierre angulaire de leur réponse à la crise au Burkina Faso.<sup>180</sup> Jusqu'ici, cette approche peine à se matérialiser et repose sur une vision qui réduit la sécurité à l'outil militaire et néglige la dimension politique de cette crise.

Le Plan d'urgence pour le Sahel (PUS), adopté en juillet 2017, constitue la principale réponse non militaire des autorités. Le gouvernement, qui l'a conçu dans l'urgence, l'a fait reposer sur un pilier socioéconomique et un pilier gouvernance incluant les questions de sécurité. Ce plan reprend essentiellement les orientations du Programme national pour le développement économique et social (PNDES), conçu en temps de paix, en les appliquant uniquement aux régions du Nord et du Sahel.<sup>181</sup> Une unité de coordination, sous l'autorité du ministère des Finances, assure la coordination des projets ou programmes du PUS (souvent préexistants au PUS), mais

---

2018. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, observateurs et acteurs de la vie politique au Burkina, novembre 2019.

<sup>177</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, acteurs de la société civile basés dans le Centre Nord, janvier 2020.

<sup>178</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, acteurs de la société civile et analystes dans différentes régions du pays, novembre 2019.

<sup>179</sup> Les CDR, mis en place sur tout le territoire pendant la révolution sankariste en août 1983, étaient chargés de veiller à la sécurité autant qu'au respect de l'esprit de la révolution. A ce titre, ils sont devenus des outils de contrôle politique. Concernant les volontaires, Pierre Ouédraogo insiste sur la nécessité de « contrôler l'armement, son utilisation, de contrôler les munitions, de s'assurer qu'il n'y a pas de dérives et que les moyens sont utilisés pour défendre le pays et non pour régler des conflits locaux, des conflits communautaires, des règlements de comptes personnels ». « Burkina : "Contre les jihadistes, la résistance populaire" (Pierre Ouédraogo) », RFI, 15 octobre 2019.

<sup>180</sup> Ce nexus est souvent résumé par l'idée qu'il n'y aurait pas de développement sans sécurité, et pas de sécurité sans développement.

<sup>181</sup> Le PNDES est un plan national de lutte contre la pauvreté, adopté en 2016, d'un budget de 23,5 milliards d'euros sur cinq ans (2016-2020).

avec des procédures simplifiées de passation de marchés pour accélérer leur mise en œuvre.

Le PUS reste peu adapté à la volatilité du contexte sécuritaire, qui requiert souplesse et réactivité. Sa mise en œuvre souffre des lourdeurs administratives liées au besoin de coordonner l'action des neuf ministères qui en ont la charge. Il est aussi handicapé par la détérioration de la situation sécuritaire : seulement 51 pour cent des activités prévues ont été effectuées en 2018, 49 pour cent en 2017.<sup>182</sup> Par ailleurs, les jihadistes ont détruit des infrastructures (écoles, puits) construites dans le cadre du PUS, symboles du retour de l'Etat, qu'ils jugent inacceptable. Son démarrage à la hâte a causé des problèmes de transparence et de communication vis-à-vis des autorités locales et des bénéficiaires.<sup>183</sup> Les autorités reconnaissent que cette action ne suffit pas, sans pour autant savoir comment l'améliorer.<sup>184</sup>

Selon les promoteurs du PUS, la pauvreté et le sous-développement sont à l'origine des violences armées. Cela explique la priorité donnée au développement d'infrastructures de base.<sup>185</sup> Or, les violences s'inscrivent dans un contexte plus complexe de crise de la gouvernance dans des zones rurales où les conflits locaux pour l'accès aux ressources s'aggravent. La construction d'infrastructures est non seulement insuffisante pour faire face à ces défis, mais peut même dans certains cas se révéler contreproductive. Creuser un puits dans une zone disputée entre agriculteurs et éleveurs peut ainsi conduire à des conflits d'usage et attiser les tensions locales si le projet ne fait pas l'objet de concertations préalables entre les populations.<sup>186</sup>

Les autorités ont par ailleurs une conception étroite de la sécurité, reposant pour l'essentiel sur l'outil militaire. L'opération Otapuanu, lancée en mars 2019, en est un bon exemple. Dans le cadre de sa composante civilo-militaire, des médecins militaires ont soigné des civils et les services d'état civil ont délivré plusieurs milliers de pièces d'identité à ceux qui en étaient dépourvus.<sup>187</sup> Mais elle n'a donné lieu ni à dialogue entre armée et populations, ni à des projets à haute intensité de main d'œuvre ou générateurs de revenus, tant d'activités qui auraient pu aider à rétablir la confiance avec les communautés locales. Les autorités militaires reconnaissent que l'opération a été planifiée dans l'urgence et sans impliquer les ministères techniques ou les partenaires qui auraient pu capitaliser sur ses succès.<sup>188</sup>

Certains responsables du gouvernement semblent prendre conscience des limites d'une approche focalisée sur l'outil militaire, mais les autorités envoient des signaux contradictoires. La politique nationale de sécurité en cours de rédaction sous la hou-

---

<sup>182</sup> Rapports d'activités annuels du PUS 2017 et 2018, ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, mai 2018 et mars 2019.

<sup>183</sup> Lors de la restitution des réalisations du PUS à Dori en juin 2018, les maires ont contesté les résultats présentés par les autorités nationales. L'intégration des plans d'action des collectivités dans le PUS à partir de 2018 a toutefois permis de corriger ce défaut. Entretien de Crisis Group, Coordinateur de PUS, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>184</sup> Entretiens de Crisis Group, responsables de l'Etat, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>185</sup> Ibid.

<sup>186</sup> La deuxième phase du PUS intègre certes des activités de « cohésion sociale » mais celles-ci demeurent largement insuffisantes au regard des défis auxquels le pays fait face. « Stratégie d'extension du programme d'urgence pour le Sahel 2019-2021 », juin 2019.

<sup>187</sup> Entretiens de Crisis Group, militaires burkinabè, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>188</sup> Entretien de Crisis Group, responsable militaire, Ouagadougou, juillet 2019.



lette du ministère de la Sécurité doit définir les contours d'une approche de la sécurité qui ne serait plus centrée sur la seule sécurisation de l'Etat mais sur celle des personnes.<sup>189</sup> Une telle approche implique de placer la prévention des conflits et la réduction des fragilités qui nourrissent les violences au cœur d'une stratégie de sécurité. Les autorités semblent toutefois divisées sur les contours d'un tel rééquilibrage, d'autant que l'agenda électoral de 2020 et la précarité de la situation encouragent l'aile dure du MPP à surenchérir militairement. Les rivalités entre les ministères de la Défense et de la Sécurité compliquent également la définition et la mise en œuvre d'une telle approche intégrée.

Cette nouvelle approche pourrait ouvrir la voie à des solutions complémentaires au recours à la force, dont l'option de la médiation communautaire, de l'inclusion sociopolitique de populations souffrant d'exclusions systémiques voire du dialogue politique avec certains jihadistes. Les autorités burkinabè explorent officieusement cette voie, comme au Mali et surtout au Niger, mais hésitent à s'y engager.<sup>190</sup> En 2017, elles ont autorisé des ONG spécialisées en médiation à prendre contact avec les jihadistes, mais aucune avancée concrète n'a encore été enregistrée.<sup>191</sup> Avec la dégradation de la situation sécuritaire, l'Etat peine à identifier des intermédiaires potentiels : beaucoup ne souhaiteraient plus s'impliquer ou auraient même rejoint les groupes jihadistes depuis les événements survenus au Centre-Nord et au Soum depuis début 2019.<sup>192</sup> L'armée reste en général opposée à cette solution, ce qui dissuade de nombreux intermédiaires potentiels d'approcher des jihadistes, par crainte d'être confondus avec eux.<sup>193</sup> Faute de consensus entre les acteurs étatiques, l'option du dialogue ne paraît pas envisageable à court terme.

---

<sup>189</sup> Entretiens de Crisis Group, responsables burkinabè et membre du comité de rédaction, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>190</sup> Rapport de Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, op. cit. Voir aussi le rapport Afrique de Crisis Group N°261, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12 juin 2018. En 2017, un ancien jihadiste malien de la région de Mopti disant agir au nom des autorités burkinabè avait approché Ansarul Islam, mais des opérations militaires menées par Barkhane et les forces du G5 à la frontière avec le Mali avaient brutalement interrompu ce début timide de dialogue. Entretien de Crisis Group, ancien membre du Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest, Bamako, 2017.

<sup>191</sup> En juillet 2018, l'ANR a convié des chefs traditionnels de la région du Sahel à Ouagadougou pour réfléchir à une telle approche, mais certains jugent que certains de ces acteurs sont discrédités aux yeux des jihadistes et ne peuvent donc être utiles pour entamer un dialogue. Entretien de l'analyste dans le cadre de fonctions antérieures, chef traditionnel, Ouagadougou, juillet 2018.

<sup>192</sup> Entretiens de Crisis Group, personnalités impliquées dans ces tentatives de dialogue et représentant de la société civile dans le Soum, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>193</sup> Entretiens de Crisis Group, responsables militaires et personnalités impliquées dans les tentatives de dialogue, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

---

## VI. Enrayer les violences

---

Face à une crise multidimensionnelle, à la fois sécuritaire, sociale et politique, qui menace sa stabilité et la cohésion de toute la nation, la réponse essentiellement militaire se révèle inefficace et la menace s'étend. Si certains hauts responsables de l'Etat envisagent un changement de stratégie, d'autres restent tentés par la surenchère militaire.<sup>194</sup> Cette tentative est sans doute compréhensible à un an d'échéances électorales cruciales, mais elle pourrait mettre en péril l'avenir du pays. Face à l'intensité inédite des violences commises par les groupes jihadistes et certains groupes d'auto-défense depuis le début de l'année 2019, un changement de cap s'impose.

Les autorités burkinabè, appuyées par leurs partenaires, pourraient envisager une série d'actions à court, moyen et long terme. L'outil sécuritaire restera un élément fondamental de leur réponse mais les autorités devraient veiller à réduire les effets contreproductifs des opérations militaires et de la militarisation des initiatives locales de sécurité. Pour endiguer la menace jihadiste, elles devront prévenir les violences locales à base communautaire qui la favorisent. L'Etat devra enfin répondre aux défis structurels qui expliquent en grande partie la montée des violences dans les zones rurales, et dont le jihadisme n'est qu'une des expressions.

### A. *Limiter et encadrer l'implication des civils dans les opérations contre-insurrectionnelles*

En appelant les volontaires à prendre les armes contre le terrorisme, le gouvernement encourage formellement l'implication de civils dans la lutte contre-insurrectionnelle. Il répond ainsi à la pression d'une partie de la population et au sous-effectif des forces burkinabè. L'initiative a le mérite de montrer que les autorités burkinabè veulent encadrer – et étendre – un phénomène qui existait déjà de manière informelle. Si l'implication des civils dans les opérations contre-insurrectionnelles peut s'avérer utile, elle risque aussi d'exacerber un peu plus les tensions locales entre communautés. Le rôle des civils, volontaires et/ou groupes d'autodéfense devrait donc être restreint à des rôles de sécurisation à l'arrière (bâtiments par exemple) ou de surveillance et/ou renseignement, et ils ne devraient être dotés que d'armes légères.<sup>195</sup> Ceux qui veulent participer à des opérations offensives devraient rejoindre l'armée régulière, d'autant que celle-ci lance d'importantes campagnes de recrutement entre février et mai 2020.<sup>196</sup>

Le ministère de la Sécurité devrait par ailleurs mieux encadrer l'action des Koglweogo et Dozo, tout en les distinguant clairement des volontaires. La révision du décret de 2016, encadrant ces structures, devrait prendre en compte les risques de violences locales à base communautaire que leurs actions comportent. Les autorités pourraient instaurer des mécanismes locaux de contrôle communautaire, incluant les représentants de différentes communautés sédentaires ou nomades partageant un même espace, pour prévenir les abus. Pour limiter les prérogatives des Koglweogo, par exemple à

---

<sup>194</sup> Entretiens de Crisis Group, hauts responsables de l'Etat, Ouagadougou, juillet et septembre 2019.

<sup>195</sup> Lors de l'adoption de loi en séance plénière, le ministre de la Défense s'est voulu rassurant en déclarant que les volontaires seraient dotés d'armes légères. Toutefois, la loi n'indique pas la nature de l'armement et l'avant-projet de loi mentionnait la possibilité de les doter d'armes de guerre. RFI, « L'armée burkinabè va former des civils volontaires pour défendre le pays », RFI, 22 janvier 2020.

<sup>196</sup> Communiqué du ministère de la Défense nationale, 27 janvier 2020.

un rôle de protection et de renseignement, ils pourraient être placés sous l'autorité de la police nationale, corps le plus proche d'eux sur le terrain et le moins engagé dans les opérations contre-insurrectionnelles.<sup>197</sup> Les Koglweogo seraient donc moins exposés à des situations d'interpellation ou de combat, par lesquelles ils créent le ressentiment d'autres communautés. À terme, les autorités devront reprendre le contrôle sur ces groupes armés locaux et ne plus tolérer les abus dont ils se rendent coupables.

Les organisations de la société civile, qui s'inquiètent des violences contre les civils, devraient encourager les chefs coutumiers, religieux et communautaires à mettre en garde publiquement contre le risque de violences communautaires.<sup>198</sup> Les autorités morales, élites traditionnelles et/ou religieuses, constituent en effet un recours face au risque de conflit intercommunautaire de grande envergure. Cet effort devrait viser en premier lieu les communautés peul, qui peinent à se faire entendre des autres communautés, et dont beaucoup de membres se sentent stigmatisés.<sup>199</sup> Si les autorités morales issues des communautés peul se mobilisent, elles pourront mieux se faire entendre des autres autorités coutumières, y compris mossi, qui peuvent influencer l'action des Koglweogo.

Les acteurs politiques de tous bords devraient s'abstenir de recourir, directement ou indirectement, à des hommes en armes à l'approche et pendant le scrutin présidentiel de 2020. Le pouvoir et l'opposition devraient ouvrir des discussions sur le sujet, et s'engager mutuellement à ne pas recourir à ces acteurs à des fins électoralistes.

## **B. Une réponse militaire plus efficace et proportionnée**

Les autorités devraient en même temps concevoir une réponse militaire plus efficace et plus proportionnée : améliorer les conditions des troupes au front, construire un système de renseignement plus fiable pour permettre de mieux distinguer civils et insurgés, investir dans la chaîne pénale pour réduire la tentation des exécutions sommaires.

L'usage excessif de la force lors des opérations contre-insurrectionnelles n'est pas une fatalité au Sahel. Il est largement lié aux conditions dans lesquelles les troupes mènent cette lutte. La politisation des forces armées et la crainte d'une mutinerie en leur sein dissuadent le gouvernement de renforcer leurs moyens, alors qu'elles souffrent déjà historiquement d'un déficit de formation et d'équipement. Elles opèrent donc dans la peur, propice aux bavures. L'amélioration des conditions de vie et d'opérations des troupes au front (équipement, relèves plus fréquentes, hausse des rations alimentaires et des primes, suivi psychosocial, mise à disposition d'interprètes,

---

<sup>197</sup> Au sein des autorités nationales et chez leurs partenaires, nombreux sont ceux qui estiment que le décret de 2016 est porteur de risques. Ainsi, placer ces groupes sous l'autorité des maires risque de créer des milices politiques locales. Entretiens de Crisis Group, ministère de la Sécurité et présidence de la République, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>198</sup> C'est le cas de l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ), du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC) et du Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP).

<sup>199</sup> Une initiative déjà en cours au sein de la communauté peul doit ouvrir la voie à des rencontres avec les autres communautés, notamment mossi et gourmantché, pour participer à la définition des contours de cet appel aux volontaires.

évacuations médicales) limiterait le risque d'abus, de même qu'une meilleure formation, ce en quoi les partenaires du Burkina peuvent jouer un rôle certain. Le déploiement de missions européennes – actuellement en discussion au sein de l'Union européenne – dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) serait utile à condition de tirer les leçons des limites de ces missions au Mali et au Niger voisins.<sup>200</sup>

La propension aux abus est aussi liée à la difficulté, pour les militaires, à différencier civils et insurgés. Un système de renseignement plus fiable réduirait le risque de bavures. La création du Conseil national de renseignement, prévue par la loi 026/2018 portant sur la réglementation générale du renseignement au Burkina, est un premier pas pour améliorer l'échange entre les services et croiser les données. Cela nécessite de dépasser les rivalités de corps entre police, armée et gendarmerie. Les autorités burkinabè voudraient par ailleurs que les partenaires internationaux mieux équipés, à commencer par la France et les Etats-Unis, partagent leur renseignement ; cela pourrait en effet contribuer à pallier les lacunes dans ce domaine.<sup>201</sup> Un tel dispositif ne dispenserait cependant pas les autorités burkinabè de renforcer leur propre outil de renseignement.

Pour éviter que les exécutions sommaires deviennent partie intégrante de la stratégie contre-insurrectionnelle, il convient de remettre la chaîne pénale au centre de la réponse. En jugeant les présumés terroristes, le pôle antiterroriste spécialisé contribue dans le même temps à désengorger les prisons. Il dispose de moyens nettement insuffisants au regard du nombre de dossiers et de la difficulté des conditions d'enquête dans les zones d'insécurité. Le gouvernement devrait accroître considérablement les moyens de ce pôle, tant au niveau des cabinets d'instruction que des officiers de police judiciaire.<sup>202</sup> Les partenaires internationaux, sans pour autant réduire les moyens consacrés à la chaîne pénale, devraient se coordonner pour soutenir cette montée en puissance du pôle et de la Brigade spéciale d'investigation antiterroriste (BSIAT), dont le rôle est essentiel pour conduire des enquêtes permettant un jugement équitable. Un tel renforcement a permis au Niger, dans un contexte similaire et avec des effectifs comparables, de désengorger ses prisons.<sup>203</sup>

Les autorités devraient enfin renforcer le contrôle des unités déployées, même si elles doivent le faire avec tact et prudence étant donnée la grogne récurrente dans les casernes. L'amélioration concrète des conditions sur le front pourrait donner au pouvoir politique un levier pour exiger des troupes un comportement plus exemplaire. Les partenaires internationaux pourraient aider dans ce domaine. Ainsi, le cadre onusien de conformité – dans lequel s'inscrit la Force conjointe du G5 Sahel et qui peine à obtenir l'autorisation des autorités du Burkina Faso pour être mis en place – soutient cet effort de renforcement de la transparence et de la redevabilité des unités

<sup>200</sup> Pour une analyse de ces limites, voir « Renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure au Niger et au Mali : des progrès certes, mais lents et limités », Cour des comptes européenne, 2018.

<sup>201</sup> Entretien de Crisis Group, hauts représentants burkinabè, Ouagadougou, septembre 2019.

<sup>202</sup> Entretien de Crisis Group, acteur du système judiciaire, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>203</sup> « Niger : un millier de membres présumés de Boko Haram jugés à huis clos », *Jeune Afrique*, 10 mars 2017.

déployées.<sup>204</sup> Ces mécanismes de contrôle interne, qui pour le moment ne profitent qu'aux bataillons de la Force conjointe, pourraient être généralisés à l'ensemble des troupes engagées dans les opérations contre-insurrectionnelles, avec l'aide des partenaires.<sup>205</sup> La formation de parajuristes et le soutien à des mécanismes d'alerte précoce au sein des communautés locales pourrait aussi limiter le risque d'abus par les forces de défense et de sécurité.

*C. A moyen terme : redéployer l'Etat et regagner la confiance des populations*

Bien qu'essentiel, le recours à la force ne peut constituer l'unique réponse à la crise que traverse le pays. Au-delà des effets contre-productifs de certaines opérations militaires, les capacités limitées en hommes et en matériel des forces burkinabè imposent également d'envisager d'autres solutions. La réponse sécuritaire serait bien plus efficace si elle s'inscrivait dans une approche plus globale et intégrée, comprenant des efforts de prévention, d'atténuation et de stabilisation. Le recours à la force devrait, par exemple, laisser place à des médiations lorsque les conflits sont d'abord à base foncière et/ou communautaire. Plus précisément, afin de rétablir de bonnes relations avec les communautés dans les zones où l'autorité centrale est contestée, l'Etat devra faire la preuve de son utilité.

La question du dialogue avec les groupes jihadistes, peu audible dans le contexte actuel de montée des violences et d'appel à la mobilisation des citoyens, devra au moins être posée à moyen terme. Les autorités devraient, sans doute après les élections prévues en 2020, explorer l'opportunité d'un tel dialogue, comme cela se fait déjà au Mali et au Niger, sans considérer cette option comme étant exclusive du recours à la force. De nombreux « jihadistes » burkinabè sont en effet moins des terroristes que des insurgés animés par des revendications locales, que l'Etat pourrait plus aisément satisfaire. A minima, l'Etat pourrait explorer dès maintenant la possibilité de négocier la reddition de coupeurs de route ou bandits avant qu'ils ne soient recrutés par des groupes jihadistes.

Avec ou sans un tel dialogue, l'Etat doit adapter ses réponses aux contextes locaux dans lesquels les violences se propagent. Il lui faut aussi renforcer la cohérence de ses politiques de prévention, d'atténuation et de stabilisation dans les régions affectées ou menacées par les violences. A cette fin, l'Etat pourrait envisager la création d'une institution chargée de coordonner et de mettre en œuvre l'action civile du gouvernement dans la gestion des crises violentes. Mieux équipée que les ministères pour agir en situation de crise, elle pourrait par exemple favoriser la réconciliation communautaire au Centre-Nord, lancer des programmes de stabilisation et de dialogue entre forces de sécurité et communautés dans la région de l'Est ou encore initier des dialogues

---

<sup>204</sup> Ce « cadre de conformité » résulte de la Résolution 2391 (2017) des Nations unies demandant l'établissement d'un « cadre réglementaire » par les Etats du G5 Sahel, visant à prévenir et à traiter adéquatement tous les cas de violations des droits humains et du droit international humanitaire en rapport avec la Force conjointe. Il soutient notamment la mise en place d'un système de suivi interne reposant sur l'intégration de prévôts dans les bataillons de la Force conjointe, un système d'enquête interne et une cellule de suivi des incidents entre civils et militaires.

<sup>205</sup> L'Union européenne soutient de son côté le déploiement systématique des forces prévôtales dans le cadre des opérations des Forces de sécurité intérieures.

locaux entre communautés à l'Ouest en vue de limiter, de manière préventive, les conséquences de la crise foncière.

Plusieurs conditions devraient être réunies pour éviter que cette institution ne devienne une coquille vide, comme d'autres au Burkina. Pour avoir la légitimité suffisante afin d'agir au nom de l'Etat, elle devrait être rattachée à la présidence de la République et son directeur devrait avoir le rang de ministre et siéger au sein du conseil national de sécurité. Les autorités devront choisir, pour la diriger, une personnalité écoutée et respectée tant par les civils que les militaires. Ces derniers devraient être représentés au sein de cette institution pour faciliter le lien avec la hiérarchie militaire et participer à la définition d'une approche intégrée entre les actions civiles et militaires. Le bon fonctionnement de l'institution repose enfin sur le recrutement d'experts compétents, issus des différentes régions d'intervention et prêts à travailler au plus près des populations vulnérables avec une variété d'acteurs : société civile locale, collectivités territoriales, chefferies coutumières. Des structures spécialisées telles que l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires pourraient également être sollicitées.

Le soutien des partenaires du Burkina Faso est également essentiel pour permettre à cette institution d'être réactive face à des situations d'urgence. Certains ont déjà indiqué leur intérêt pour la mise en place d'une institution de coordination de l'action gouvernementale.<sup>206</sup> Le renforcement actuel de la présence onusienne, notamment en matière de consolidation de la paix, peut être l'occasion de soutenir une telle institution sur le plan humain et matériel. Dans tous les cas, les partenaires multilatéraux et bilatéraux devront suivre et soutenir les orientations fixées par l'Etat et non s'y substituer. Ils devront toutefois se montrer vigilants. Une telle institution peut devenir une nouvelle coquille vide ou être accaparée par les tenants de la ligne dure du pouvoir et vidée de son sens.

La région compte déjà une institution de genre : le Niger voisin a démontré à travers la Haute Autorité à la consolidation de la paix (HACP) qu'un pays sahélien pouvait se doter d'un outil relativement efficace dans un contexte de fragilité (et de profusion institutionnelle) comparable au Burkina. La HACP a en effet promu une approche plus intégrée afin de prévenir et gérer les conflits, grâce à une palette d'outils et aux fonds européens et nationaux qui lui ont conféré une pleine autonomie financière. Elle a notamment fait prévaloir des approches non militaires en utilisant en particulier le siège que son président occupe au Conseil national de sécurité. La personnalité de son président, le général Abou Tarka, compte énormément. Officier supérieur de l'armée, par ailleurs diplômé à l'université, il incarne et assure une forme d'équilibre entre sécurité et développement.

Les limites de la HACP devraient également être prises en compte lors de la création d'une institution similaire au Burkina. La HACP peine à suivre les résultats de son engagement sur le terrain.<sup>207</sup> Elle reste marquée par les positions personnelles de son président qui a pu parfois, par ses actions ou ses paroles, crispier certaines

---

<sup>206</sup> Entretiens de Crisis Group, membres de la délégation européenne et des Nations unies, Ouagadougou, octobre 2019.

<sup>207</sup> Entretiens de l'analyste dans le cadre de fonctions antérieures, responsables de la HACP, Niamey, avril 2019.

communautés.<sup>208</sup> Les autorités burkinabè devront choisir, pour diriger une telle institution, la personnalité la plus inclusive et la moins clivante possible, que ce soit sur le plan communautaire ou politique.

#### D. *A plus long terme : résoudre les crises du monde rural*

A plus long terme, le Burkina Faso doit réduire les facteurs structurels qui alimentent le recrutement par les groupes jihadistes et plus largement les différentes formes de violence dans les zones rurales.

Le dossier prioritaire est celui du foncier, qui joue un rôle particulier dans l'exacerbation locale des tensions entre communautés. Au Centre-Nord comme dans les régions de l'Ouest ou encore à l'Est, les conflits d'usage et de propriété foncière mettent aux prises des communautés allochtones et autochtones, chacune défendant ce qu'elle considère comme son bon droit. L'Etat devrait se poser en médiateur légitime et arbitrer de façon pacifique les conflits fonciers. Pour cela, le gouvernement devra sans doute réviser les lois foncières 034-2009 et 034-2012, qui se révèlent difficile à mettre en œuvre et génèrent dès lors des tensions locales entre communautés.<sup>209</sup> Au-delà, le gouvernement devrait rechercher des moyens de limiter la spéculation foncière et les conflits qui l'entourent, à commencer par la question des lotissements en zone urbaine, périurbaine, et de plus en plus dans certaines communes rurales.

Le gouvernement devrait aussi engager une réflexion autour de la gouvernance des aires protégées dont la création a généré des frustrations dans la région de l'Est. Les autorités devraient en particulier généraliser les approches de gestion des aires par les communautés elles-mêmes, mais en veillant à associer les éleveurs nomades, souvent les grands oubliés des processus de création de ces zones.<sup>210</sup>

La gouvernance des zones périphériques – et tout particulièrement les zones nomades – devrait également promouvoir des politiques spécifiques qui répondent aux aspirations des communautés locales. Le gouvernement leur montrerait ainsi qu'il les considère comme des citoyens à part entière. Par exemple, en matière d'enseignement franco-arabe, le Projet d'appui à l'enseignement primaire bilingue franco-arabe (Prefa) actuellement mis en œuvre dans plusieurs régions du pays, y compris au Nord, pourrait servir de modèle éducatif dans ces zones. Les écoles du Prefa, qui relèvent du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, connaissent d'importants taux de scolarisation et n'ont pour l'instant pas été ciblées par les groupes jihadistes.<sup>211</sup> Des audiences foraines, prévues par les textes burkinabè mais très rarement tenues, pourraient être organisées dans les zones les plus enclavées et privées de tribunaux, en particulier dans la région du Sahel.<sup>212</sup>

---

<sup>208</sup> Entretien de l'analyste dans le cadre de fonctions antérieures, acteurs nigériens de la société civile, Niamey, avril 2019.

<sup>209</sup> La loi 034-2009 détermine le régime domaniale et foncier applicable aux terres rurales ainsi que les principes de sécurisation foncière. La loi n°034-2012 portant réorganisation agraire et foncière détermine notamment le statut des terres du domaine foncier national.

<sup>210</sup> Ces zones gérées par les communautés sont appelées les zones villageoises d'intérêt cynégétiques (ZOVIC).

<sup>211</sup> Entretien de Crisis Group, directeur du PREFA, Ouagadougou, juillet 2019.

<sup>212</sup> La région du Sahel ne compte qu'un tribunal de grande instance (TGI) à Dori et la dernière audience foraine s'est tenue en 2016. La création d'un TGI était prévue à Sebba mais l'insécurité ne le permet

De plus, afin de renforcer le sentiment d'appartenance des populations nomades et mieux les protéger, l'Etat pourrait continuer de distribuer des papiers d'identité, comme il le fait depuis début 2019, à des populations qui ont plutôt tendance à éviter l'administration, souvent synonyme de prédation. Il devrait enfin corriger l'extrême sous-représentation des communautés nomades peul au sein de l'administration – tant locale que nationale – et en particulier des Forces de défense et de sécurité, par exemple à travers des politiques de discrimination positive.<sup>213</sup>

---

pas pour l'instant. Entretien électronique de Crisis Group, acteurs judiciaires au Sahel, 11 février 2020.

<sup>213</sup> Il n'existe pas de statistiques ethniques mais plusieurs responsables burkinabè reconnaissent que les Peul ne représentent que quelques pour cents de l'effectif de ces forces. Un cadre de la police estime que ce chiffre serait inférieur à un pour cent. Entretien de Crisis Group, cadre de la police nationale, Ouagadougou, septembre 2019.



## **VII. Conclusion**

---

La dégradation sécuritaire au Burkina Faso est extrêmement préoccupante. Alors que les autorités perdent progressivement le contrôle de certains territoires ruraux, les insurrections de type jihadiste s'y étendent et pourraient même, à terme, faire du pays un corridor de passage vers les pays côtiers plus au sud.

La lutte contre-insurrectionnelle nourrit trop souvent des violences locales à base communautaire ; si l'Etat les encadre mal, les volontaires ou les initiatives locales de sécurité qu'il entend mobiliser pourraient encore aggraver ces violences. Alors que le Burkina Faso est à un tournant de son histoire, la plupart de ses dirigeants sont trop préoccupés par des enjeux politiques de court terme et notamment par les échéances électorales de 2020.

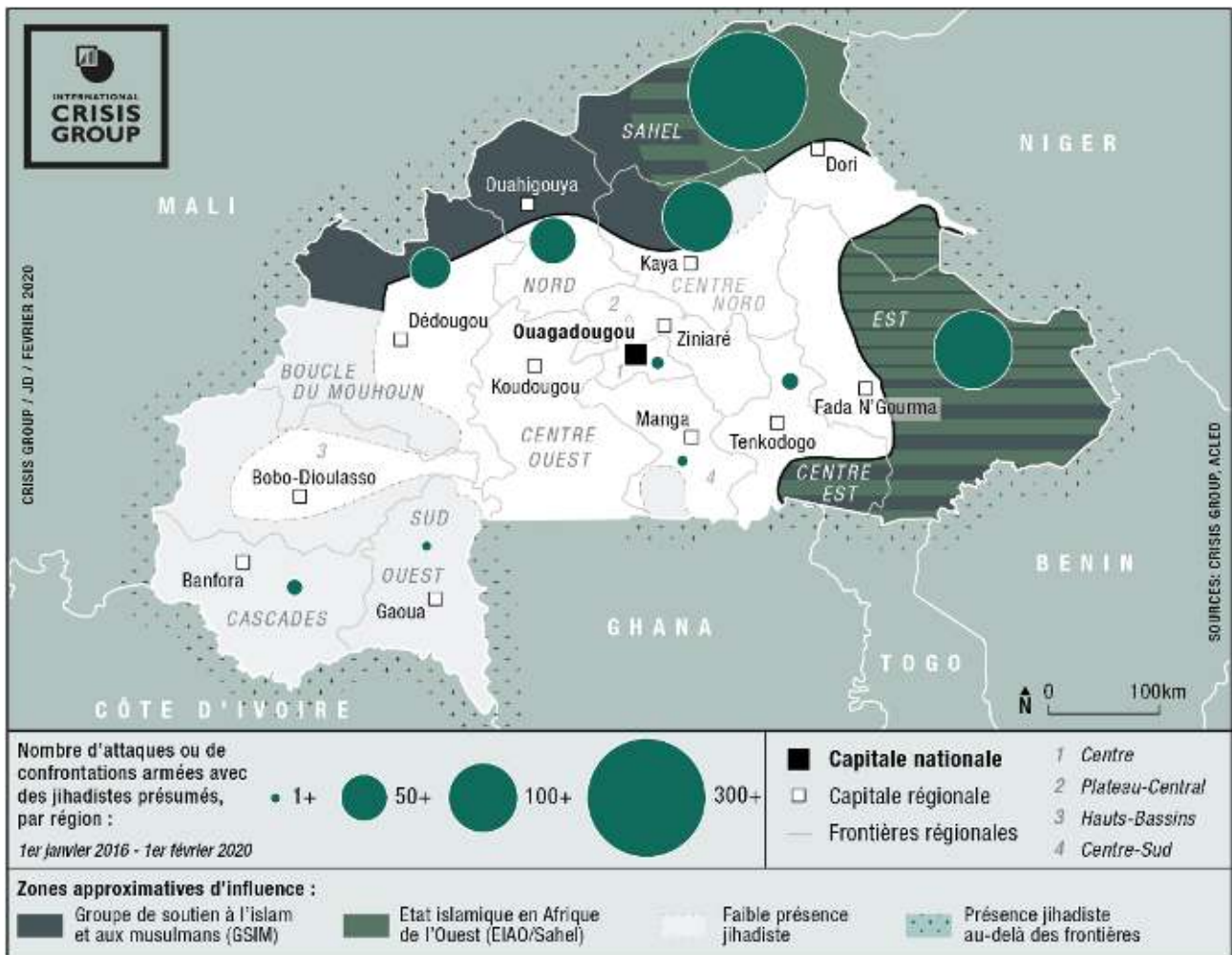
Les autorités sont confrontées à un triple défi : poursuivre des efforts militaires tout en limitant les violences contre les civils ; regagner la confiance des communautés et redéployer l'Etat dans les zones rurales ; et adapter les réponses aux enjeux locaux en combinant mesures de prévention, de gestion de crise et de stabilisation. Réconcilier les temps (courts, médians et longs) des interventions et trouver le juste équilibre entre usage de la force et protection des communautés sont des défis majeurs. Pour les relever, il est urgent de changer d'approche.

**Dakar/Bruxelles, 24 février 2020**

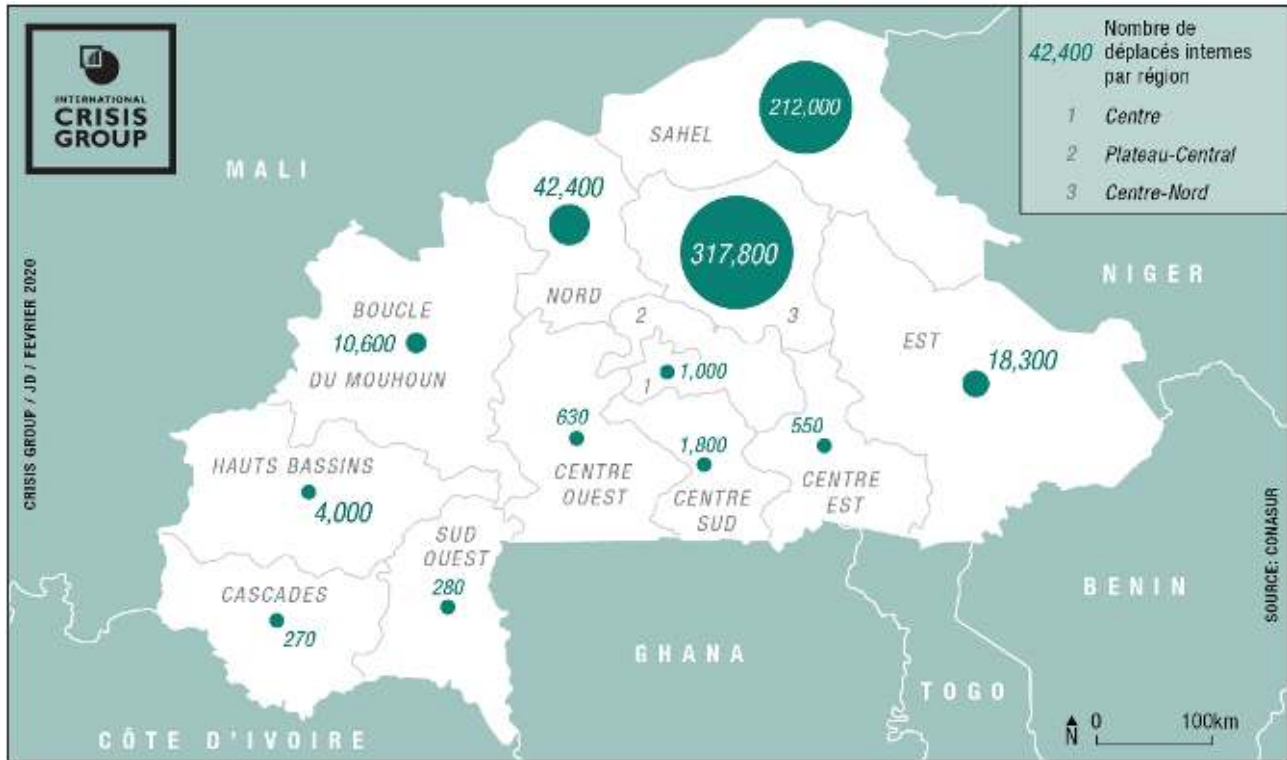
Annexe A : Carte du Burkina Faso



**Annexe B : Présence jihadiste et nombre d'attaques jihadistes au Burkina-Faso et à ses frontières (2016-2019)**



Annexe C : Nombre de déplacés internes par région (décembre 2019)



## Annexe D : Comment la violence progresse au Centre-Nord

Depuis janvier 2019, la situation dans le Centre-Nord se détériore rapidement. Cette région présente les caractéristiques d'espaces ruraux en ébullition. Elle constitue une zone de rencontre entre sédentaires mossi ou fulsé et éleveurs peul, une partie de ces communautés étant agropastorale. La pression foncière croissante a progressivement détérioré les relations entre ces communautés. Dans un contexte de poussée jihadiste depuis le Soum, frontalier du Centre-Nord, de nombreux conflits fonciers non résolus et l'expansion territoriale des Koglweogo ont créé les conditions d'une explosion soudaine des violences locales entre communautés.

Dans la région du Sahel et dans la partie septentrionale du Centre-Nord, des groupes koglweogo, créés à partir de 2015, ont contribué à envenimer les relations entre communautés. En février 2015, des Koglweogo de Boulsa (province du Nanmatenga, Centre-Nord) ont installé un groupe essentiellement mossi à Kerboulé (province du Soum) pour sécuriser les sites aurifères appartenant à un cadre de l'ancienne classe dirigeante. En mars 2015, ils ont appréhendé un groupe de bandits puis torturé et mis en détention le frère du chef de ce gang, Oumy Boly. Après de vaines négociations pour obtenir la libération de son frère, le groupe de Boly attaque en mars 2016 la base des Koglweogo de Kerboulé et le domicile de leur chef, Aladji Djibi. Peu de temps après, Oumy Boly rejoint Ansarul Islam dont il devient le chef militaire. Cet exemple illustre comment des règlements de comptes personnels autour d'intérêts économiques contribuent à aggraver des antagonismes intercommunautaires locaux et à favoriser le ralliement de certains acteurs à des groupes armés sur une base communautaire.

Dans le même temps, les relations se détériorent entre communautés peul et Koglweogo au Centre-Nord voisin, qui se situe dans la continuité immédiate du Soum. Les Koglweogo s'arrogent de nouvelles compétences jusque-là dévolues aux autorités étatiques et coutumières et affaiblissent ces dernières. Sous couvert de lutte contre le banditisme, ils multiplient les arrestations dès 2015. Ils ciblent principalement la communauté peul qu'ils taxent lourdement sur la base d'accusations de vols de bétails et de dégâts provoqués par les troupeaux dans les champs. En parallèle, ils établissent des taxes illégales sur des marchés à bétail, suscitant la colère d'éleveurs peul. En réaction, des Peul développent à partir de 2016 des groupes d'autodéfense, les Rouga.

A partir de 2017-2018, dans ce contexte de tensions, la rhétorique antiterroriste se substitue progressivement à celle de l'antibanditisme. Les Peul, et notamment les Rouga, sont accusés de collusion avec les jihadistes et les Koglweogo du Centre-Nord affichent leur volonté de participer contre eux à la lutte antiterroriste. Cette implication leur permet de régler des différends, comme ce fut observé après l'attaque de Guendbila (province du Sanmatenga). Les Koglweogo ont arrêté le Rouga de Guendbila et ont cherché à interpellier celui de Barsalogho qui s'était systématiquement opposé aux rackets qu'ils perpétreraient contre les éleveurs sur le marché à bétail. Il avait aussi, aux côtés de douze autres propriétaires fonciers peul, un différend foncier avec la mairie de Barsalogho qui souhaitait de longue date les déloger pour un projet de lotissement. Neuf de ces propriétaires et le Rouga de Barsalogho ont été accusés de terrorisme par les Koglweogo et tués dans le courant de 2019. Lutte antiterroriste et règlements de compte personnels et, par extension, communautaires deviennent ainsi difficiles à dissocier.

L'attaque de Guendbila marque le début d'un cycle d'assassinats ciblés aussi bien contre des chefs koglweogo que contre des chefs de villages peul courant 2018. Alors que les tensions intercommunautaires se polarisent, les Koglweogo du Centre-Nord mêlent action antiterroriste et stigmatisation anti-peul. De leur côté, les communautés peul locales, en butte à l'hostilité des Koglweogo soutenus par une partie des communautés mossi et fulsé, semblent se rapprocher des jihadistes qui peuvent leur offrir un soutien. C'est dans ce contexte de très forte tension communautaire qu'ont lieu les massacres de Yirgou et d'Arbinda.

Le massacre de Yirgou (commune de Barsalogo, dans le Sanmatenga), les 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2019, est à la fois le résultat de ce climat de tension communautaire, et le point de départ d'une nouvelle séquence de violences qui alimentent directement le jihadisme. Dans la nuit du 31 décembre 2018 au 1<sup>er</sup> janvier 2019, une attaque armée perpétrée par des hommes non identifiés tue six personnes dont le chef du village mossi et son fils. La présence d'un Peul à l'enterrement du chef de village déclenche une vague de violences contre quinze campements peul dans les environs de Yirgou. Le bilan officiel de 49 morts est contesté par des organisations de défense des droits humains qui avancent le chiffre de 210 morts. L'assassinat, qui n'a jamais été revendiqué, n'a pas fait l'objet d'enquête sérieuse.

Ce massacre est suivi en mars de celui d'Arbinda (Soum), frontalier du Centre-Nord, perpétré par des Fulsé contre des Peul. Là aussi, les violences sont le fruit d'un climat qui s'est progressivement dégradé, marqué par une série d'exécutions attribuées à l'armée. L'armée aurait ainsi tué le chef peul de Gaskindé en novembre 2018 après avoir obtenu des informations d'indicateurs fulsé. Les Koglweogo fulsé de Gasseliki ont prêté main forte à ceux de Yirgou lors des massacres de janvier. S'en sont ensuivies des violences jihadistes contre des civils fulsé, suspectés de collusion avec l'armée ou les Koglweogo, entre autres à Gasseliki et Sikiré (villages d'Arbinda) en janvier 2019. Yirgou et Arbinda ont déclenché des conflits communautaires majeurs que seuls l'existence de liens sociaux et la prudence de chefs coutumiers ont permis de limiter quelque peu.

Les Koglweogo se retrouvent plus fragilisés que jamais au Centre-Nord. Les jihadistes ont tué plus de soixante membres entre janvier et septembre 2019 dans cette zone. Nombreux sont ceux qui se sont démobilisés de crainte d'être ciblés, tant par les jihadistes que par la justice. Depuis avril 2019, les Koglweogo de Boulsa se sont désengagés de la lutte antiterroriste, ce que le chef suprême des Koglweogo a confirmé en août. La plupart des Koglweogo prennent conscience qu'ils ne sont pas équipés pour tenir tête aux jihadistes. Ceux de Boulsa continuent d'espérer que l'Etat les équipe pour reprendre le combat.

Le cas du Centre-Nord illustre les mécanismes par lesquels la violence se propage au Burkina Faso. Les jihadistes ont profité, pour s'implanter, de l'exacerbation des conflits locaux à base communautaire, fondés à l'origine sur des différends personnels, généralement anciens et portant souvent sur l'accès aux ressources minières ou foncières. L'arrivée d'hommes en armes – Koglweogo, Rouga et groupes jihadistes – permet à chacun de tenter de faire justice par les armes, et finit par alimenter un dangereux cycle de représailles. Les jihadistes n'ont pas à proprement parlé créé ce climat de tension communautaire. Mais ils l'ont habilement exploité en offrant protection et recours aux populations qui se sentent menacées ou lésées.

---

## Annexe E : A propos de l'International Crisis Group

---

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org). Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de Coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Irish Aid, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis, Ministre des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et la Principauté du Liechtenstein.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Charles Koch Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

---

## Annexe F : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017

---

### Rapports et Briefings Spéciaux

*Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid*, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

*Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy*, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

*Seven Opportunities for the UN in 2019-2020*, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

*Seven Priorities for the New EU High Representative*, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

### Afrique

*A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation*, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

*The Price of Peace: Securing UN Financing for AU Peace Operations*, Rapport Afrique N°286, 31 janvier 2020.

*Huit priorités de l'Union africaine en 2020*, Briefing Afrique N°151, 7 février 2020 (aussi disponible en anglais).

### Afrique australe

*Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery*, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

### Afrique centrale

*Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire*, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

*Burundi : l'armée dans la crise*, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

*Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

*Eviter le pire en République centrafricaine*, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne*, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit*, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Vers une action concertée en RDC*, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Sept priorités pour l'Union africaine en 2018*, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

*Poker électoral en RD Congo*, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

*La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue*, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

*Poker électoral en RDC : les enjeux montent*, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

*RDC : l'onde de choc Bemba*, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

*Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram*, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

*Soutenir la population burundaise face à la crise économique*, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

*Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient*, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

*Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne*, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

*Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

*Tchad : sortir de la confrontation à Miski*, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

*Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès*, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

*Burundi : à court d'options*, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

*A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo*, Briefing Afrique N°148, 4 December 2019.

*Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad*, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019.

### Afrique de l'Ouest

*Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram*, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

*Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection*, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

*Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction*, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.



*Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines*, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict*, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

*Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire*, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

*Preventing Boko Haram Abductions of Schoolchildren in Nigeria*, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

*Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

*Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence*, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

*Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

*Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch*, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

*Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province*, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

*Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram*, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

*Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

*L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste*, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

*Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger*, Rapport Afrique N°285, 6 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

### **Corne de l'Afrique**

*Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan*, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

*Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia*, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

*Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria*, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

*Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties*, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

*Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?*, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

*A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work*, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

*How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya*, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

*Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack*, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

*An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis*, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

*Uganda's Slow Slide into Crisis*, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

*After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead*, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

*Somalia and the Gulf Crisis*, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

*Averting War in Northern Somalia*, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

*Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa*, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

*Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan*, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

*Managing Ethiopia's Unsettled Transition*, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

*Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal*, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

*Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute*, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

*Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election*, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.

*Women and Al-Shabaab's Insurgency*, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.

*Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood*, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.

*Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks*, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.

*Safeguarding Sudan's Revolution*, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.

*Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan*, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.

*Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).

*Keeping Ethiopia's Transition on the Rails*, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.

*Éviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs*, Briefing Afrique N°150, 23 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

## Annexe G : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

### PRESIDENT DU CONSEIL

#### **Lord (Mark) Malloch-Brown**

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

### PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

#### **Robert Malley**

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

### AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

#### **Fola Adeola**

Fondateur et président, FATE Foundation

#### **Hushang Ansary**

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

#### **Gérard Araud**

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

#### **Carl Bildt**

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

#### **Emma Bonino**

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

#### **Cheryl Carolus**

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

#### **Maria Livanos Cattau**

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

#### **Ahmed Charai**

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

#### **Nathalie Delapalme**

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

#### **Hailemariam Desalegn Boshe**

Ancien Premier ministre d'Ethiopie

#### **Alexander Downer**

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

#### **Sigmar Gabriel**

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

#### **Robert Fadel**

Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

#### **Frank Giustra**

Président-directeur général, Fiore Group

#### **Hu Shuli**

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

#### **Mo Ibrahim**

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

#### **Wadah Khanfar**

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

#### **Nasser al-Kidwa**

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

#### **Bert Koenders**

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

#### **Andrey Kortunov**

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

#### **Ivan Krastev**

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

#### **Tzipi Livni**

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

#### **Helge Lund**

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

#### **Susana Malcorra**

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

#### **William H. McRaven**

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

#### **Shivshankar Menon**

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

#### **Naz Modirzadeh**

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

#### **Federica Mogherini**

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#### **Saad Mohseni**

Président et directeur général de MOBY Group

#### **Marty Natalegawa**

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

#### **Ayo Obe**

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

#### **Meghan O'Sullivan**

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

#### **Thomas R. Pickering**

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

#### **Ahmed Rashid**

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

#### **Juan Manuel Santos Calderón**

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

#### **Wendy Sherman**

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des États-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

#### **Ellen Johnson Sirleaf**

Ancienne présidente du Libéria

#### **Alexander Soros**

Membre, Open Society Foundations

#### **George Soros**

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

#### **Jonas Gahr Støre**

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

#### **Jake Sullivan**

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

#### **Lawrence H. Summers**

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

#### **Helle Thorning-Schmidt**

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

#### **Wang Jisi**

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

---

### CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
<b>BP</b>	<b>(5) Anonyme</b>	<b>Stephen Robert</b>
<b>Shearman &amp; Sterling LLP</b>	<b>Scott Bessent</b>	<b>Luděk Sekyra</b>
<b>Statoil (U.K.) Ltd.</b>	<b>David Brown &amp; Erika Franke</b>	<b>Alexander Soros</b>
<b>White &amp; Case LLP</b>	<b>Herman De Bode</b>	<b>Ian R. Taylor</b>

---

### CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
<b>Anonyme</b>	<b>(3) Anonyme</b>	<b>Faisal Khan</b>
<b>APCO Worldwide Inc.</b>	<b>Mark Bergman</b>	<b>Cleopatra Kitti</b>
<b>Atlas Copco AB</b>	<b>Stanley Bergman &amp; Edward Bergman</b>	<b>Michael &amp; Jackie Lambert</b>
<b>Chevron</b>		<b>Samantha Lasry</b>
<b>Edelman UK</b>	<b>David &amp; Katherine Bradley</b>	<b>Leslie Lishon</b>
<b>Eni</b>	<b>Eric Christiansen</b>	<b>Malcolm Hewitt Wiener Foundation</b>
<b>HSBC Holdings Plc</b>	<b>Sam Englehardt</b>	<b>The New York Community Trust –</b>
<b>MetLife</b>	<b>The Edelman Family Foundation</b>	<b>Lise Strickler &amp; Mark Gallogly</b>
<b>Noble Energy</b>	<b>Seth &amp; Jane Ginns</b>	<b>Charitable Fund</b>
<b>RBC Capital Markets</b>	<b>Ronald Glickman</b>	<b>The Nommontu Foundation</b>
<b>Shell</b>	<b>David Harding</b>	<b>Brian Paes-Braga</b>
	<b>Geoffrey R. Hoguet &amp; Ana Luisa Ponti</b>	<b>Kerry Propper</b>
	<b>Geoffrey Hsu</b>	<b>Duco Sickinghe</b>
	<b>David Jannetti</b>	<b>Nina K. Solarz</b>
		<b>Clayton E. Swisher</b>
		<b>Enzo Viscusi</b>

---

### CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

<b>Amy Benziger</b>	<b>Lindsay Iversen</b>	<b>Nidhi Sinha</b>
<b>Tripp Callan</b>	<b>Azim Jamal</b>	<b>Chloe Squires</b>
<b>Kivanc Cubukcu</b>	<b>Arohi Jain</b>	<b>Leeanne Su</b>
<b>Matthew Devlin</b>	<b>Christopher Louney</b>	<b>Bobbi Thomason</b>
<b>Victoria Ergolavou</b>	<b>Matthew Magenheim</b>	<b>AJ Twombly</b>
<b>Noa Gafni</b>	<b>Madison Malloch-Brown</b>	<b>Dillon Twombly</b>
<b>Christina Bache</b>	<b>Megan McGill</b>	<b>Annie Verderosa</b>
<b>Lynda Hammes</b>	<b>Hamesh Mehta</b>	<b>Zachary Watling</b>
<b>Jason Hesse</b>	<b>Tara Opalinski</b>	<b>Grant Webster</b>
<b>Dalí ten Hove</b>	<b>Perfecto Sanchez</b>	

---

### CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

<b>Martti Ahtisaari</b> Président émérite	<b>Lakhdar Brahimi</b>	<b>Ricardo Lagos</b>
<b>George Mitchell</b> Président émérite	<b>Kim Campbell</b>	<b>Joanne Leedom-Ackerman</b>
<b>Gareth Evans</b> Président émérite	<b>Jorge Castañeda</b>	<b>Todung Mulya Lubis</b>
<b>Kenneth Adelman</b>	<b>Joaquim Alberto Chissano</b>	<b>Graça Machel</b>
<b>Adnan Abu-Odeh</b>	<b>Victor Chu</b>	<b>Jessica T. Mathews</b>
<b>HRH Prince Turki al-Faisal</b>	<b>Mong Joon Chung</b>	<b>Miklós Németh</b>
<b>Celso Amorim</b>	<b>Sheila Coronel</b>	<b>Christine Ockrent</b>
<b>Óscar Arias</b>	<b>Pat Cox</b>	<b>Timothy Ong</b>
<b>Richard Armitage</b>	<b>Gianfranco Dell'Alba</b>	<b>Roza Otunbayeva</b>
<b>Diego Arria</b>	<b>Jacques Delors</b>	<b>Olara Otunnu</b>
<b>Zainab Bangura</b>	<b>Alain Destexhe</b>	<b>Lord (Christopher) Patten</b>
<b>Nahum Barnea</b>	<b>Mou-Shih Ding</b>	<b>Surin Pitsuwan</b>
<b>Kim Beazley</b>	<b>Uffe Ellemann-Jensen</b>	<b>Fidel V. Ramos</b>
<b>Shlomo Ben-Ami</b>	<b>Stanley Fischer</b>	<b>Olympia Snowe</b>
<b>Christoph Bertram</b>	<b>Carla Hills</b>	<b>Javier Solana</b>
	<b>Swanee Hunt</b>	<b>Pär Stenbäck</b>
	<b>Wolfgang Ischinger</b>	
	<b>Aleksander Kwasniewski</b>	